



Programme des Nations Unies pour l'environnement



UNEP(DEC)/MED IG.13/Inf. 5
9 octobre 2001

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS



PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE

Douzième réunion ordinaire des Parties
contractantes à la Convention pour la protection
de la mer Méditerranée contre la pollution et
à ses protocoles

Monaco, 14-17 novembre 2001

EXÉCUTION FINANCIÈRE DU PROGRAMME ET DU BUDGET DU PAM : MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS POUR L'EXERCICE BIENNAL 2000-2001 ET COMPTES DES PROJETS POUR L'EXERCICE BIENNAL 1998-1999

EXÉCUTION FINANCIÈRE DU PROGRAMME ET DU BUDGET DU PAM

Introduction

Conformément à la décision de la Onzième réunion ordinaire des Parties contractantes (octobre 1999, Malte) de "poursuivre le processus d'évaluation du programme ...à appliquer à toutes les structures et activités du PAM, y compris des relevés de comptes" et conformément aussi à la décision de la réunion des points focaux du PAM (septembre 2001, Athènes) demandant au Secrétariat de soumettre «des états des recettes et dépenses pour le dernier exercice biennal achevé, qui dans ce cas était 1998-1999", la situation et les comptes finaux correspondants pour chacune des composantes du PAM sont présentés dans les rapports UNEP(DEC)/MED IG. 13/Inf.5 and Inf.6, respectivement.

Ils concernent le Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée (avec les contributions ordinaires des Parties contractantes), les contributions volontaires en espèces de l'UE ainsi que celles du pays hôte (Grèce) et du PNUE.

Cependant, la mise en œuvre du programme de travail du PAM, tel qu'approuvé par les Parties contractantes, bénéficie de diverses contributions en nature et de l'organisation de réunions sur place avec partage des frais. En outre, plusieurs activités reçoivent un appui substantiel dans le cadre de projets établis par des composantes du PAM et soumis à des institutions de financement - la CE habituellement. Ces montants ne figurent pas dans les comptes mais ils ont des incidences importantes sur la réalisation de plusieurs activités.

Tout au long d'un exercice biennal, les allocations budgétaires par activité sont révisées pratiquement chaque semestre en vue de les adapter aux changements qui se produisent lors de la mise en œuvre et sont habituellement dus à un coût effectif différent de l'activité ou à la nature et au montant de l'appui extérieur reçu. Toutes les révisions sont opérées dans les limites de l'enveloppe budgétaire globale qui a été approuvée. Un changement important, une nouvelle allocation budgétaire n'ont lieu, ou une nouvelle activité n'est entreprise, le cas échéant, qu'après autorisation du Bureau des Parties contractantes.

Les modifications apportées au budget et l'ajustement des coûts d'une activité à une autre s'effectuent conformément aux règles et règlements des Nations Unies et sont approuvés par l'UNON/PNUE.

Programme et budget pour la période 2000-2001

Comme les comptes du PNUE sont généralement clos au 31 mars de l'année suivante, la mise en œuvre du programme de travail pour 2000-2001 pourrait être prorogée, si nécessaire, à mars 2002, dans la mesure où les fonds requis sont engagés avant le 31 décembre 2001. Par conséquent, lors qu'on évalue la mise en œuvre des activités, il importe d'avoir à l'esprit qu'il reste encore sept mois avant que celle-ci ne soit effectivement achevée, puisque les activités réalisées qui sont présentées s'arrêtent au 31 août 2001.

Cependant, la plupart des activités prévues ont été réalisées dans les délais fixés, et cela est valable pour toutes les composantes du PAM; rares sont les activités dont la réalisation a été sérieusement retardée, et très rares celles qui ont été ou pourraient être ajournées de plusieurs mois pour des raisons indépendantes de la volonté du PAM et affectant provisoirement la mise en œuvre de celui-ci.

Le budget sera révisé pour la dernière fois en octobre 2001, et les allocations nécessaires de crédits par activité y seront examinées pour refléter de manière plus précise les coûts et les besoins, mais toujours dans les limites de l'enveloppe budgétaire globale.

Au cours de la période considérée, le Bureau des Parties contractantes a autorisé le Secrétariat à financer des activités additionnelles, telles que la réunion de plénipotentiaires et des activités concernant le système de rapports et l'information/sensibilisation, au titre d'une allocation spéciale provenant des intérêts bancaires du Fonds.

Le Secrétariat est convaincu qu'à l'issue de la période de mise en œuvre effective du présent exercice biennal, le coefficient de dépenses dépassera 95%.

Programme et budget pour l'exercice biennal 1998-1999

Ces comptes du budget 1999-1999 sont les coûts financiers certifiés par clôture de projets au Siège de l'UNON/PNUE.

Le coefficient de dépenses pour la mise en œuvre du programme de travail du PAM, toutes composantes confondues, s'établit à 94% pour l'exercice biennal 1998-1999; pour les diverses composantes, Unité MED, MED POL et CAR, ce coefficient varie de 92% à 100%; compte tenu des arriérés et des contributions annoncées non versées d'une année à l'autre, du versement des contributions (le plus souvent au cours du second semestre) et du fait que certaines activités coûtent finalement moins que prévu (ou sont reportées ou annulées pour un très petit nombre d'entre elles), ce coefficient peut être considéré comme satisfaisant.

AU cours des exercices biennaux précédents, il y a eu, dans la mise en œuvre du programme, déficiences et retard essentiellement dus au paiement tardif d'importantes contributions. Ainsi la mise en œuvre des activités devait-elle être ralentie, si bien qu'une partie importante du programme restait à réaliser dans les derniers mois de la période; c'est ainsi que la réalisation complète de plusieurs activités n'intervenait qu'au milieu de l'année suivant l'exercice biennal.

Au cours de la période 1998-1999, des efforts importants ont été consentis pour rattraper les retards accumulés. À vrai dire, le budget de l'AIEA a plus que doublé grâce à des reliquats de l'exercice 1996-1997 et des virements du MED POL en vue de fournir une assistance aux pays.

**ÉTAT DES ACTIVITÉS ENGAGÉES
POUR L'EXERCICE BIENNAL 2000-2001
(au 31 août 2001)**

UNITÉ DE COORDINATION DU PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE /PAM-UNITÉ MED

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par le Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Douzième réunion ordinaire des Parties contractantes chargée d'examiner et approuver le budget-programme 2002-3	0	0	Examiner et approuver le budget – programme 2002-3	Réunion à tenir du 14 au 17 novembre 2001 à Monaco	Une contribution en espèces de 143 679 dollars E.U. a été reçue du pays hôte
Réunion des points focaux nationaux du PAM pour examiner l'état d'avancement du Plan d'action et préparer le budget-programme 2002-3	70 000	60 271	Examiner l'état d'avancement du Plan d'action et préparer le budget-programme 2002-3	Réunion à tenir du 11 au 14 septembre 2001 à Athènes	
Sixième réunion de la Commission méditerranéenne du développement durable (CMDD)	30 000	36 856	Préparer la documentation pertinente avec tout l'appui nécessaire	Réunion tenue, y compris un segment de haut niveau, avec la documentation pré et post- session nécessaire	Financée conjointement par le pays hôte avec certains fonds provenant de "l'atelier conjoint avec la CDD ONU"
Septième réunion de la Commission méditerranéenne du développement durable (CMDD)	20 000	0	Préparer la documentation pertinente avec tout l'appui nécessaire	Réunion reportée en raison des événements internationaux affectant la sécurité dans la région méditerranéenne; devrait se tenir en janvier ou février 2002 sur le budget 2001	Réunion financée conjointement par le pays hôte avec certains fonds de "l'atelier conjoint avec la CDD ONU"
Réunions du Comité directeur de la Commission méditerranéenne du développement durable (CMDD) (une par an)	30 000	20 440	Préparer la documentation pertinente avec tout l'appui nécessaire	Le Comité directeur de la CMDD s'est réuni deux fois au cours de l'exercice biennal, à Corfou (juin 2000) et à Monaco (mai 2001)	Fonds restants à utiliser pour la réunion extraordinaire de la CMDD qui devrait se tenir juste avant la réunion des PC à Monaco
Réunions du Bureau (deux par an) chargées d'examiner l'état d'avancement du Plan d'action, de conseiller le Secrétariat sur les problèmes rencontrés depuis la réunion des Parties contractantes, et de se prononcer sur les ajustements du programme et du budget	70 000	48 054	Examiner l'état d'avancement du Plan d'action, conseiller le Secrétariat sur les problèmes rencontrés depuis la réunion des Parties contractantes et se prononcer sur les ajustements du budget/programme	Des réunions du Bureau se sont tenues: en mai 2000 à Malte; en octobre 2000 à Damas; et en mai 2001 à Chypre. La deuxième réunion du Bureau pour 2001 aura lieu juste avant l'ouverture de la réunion des PC à Monaco	
Réunions des directeurs des Centres d'activités régionales et de l'Unité de coordination pour la programmation et la coordination des activités du PAM (une par an)	10 000	5 399	Programmer et coordonner les activités du PAM (une réunion par an)	Réunion tenue le 15 janvier 2001 à Athènes	
Deuxième réunion d'experts désignés par les gouvernements sur la responsabilité et la réparation des dommages	20 000	0	Élaborer un régime de responsabilité et réparation des dommages en Méditerranée, en application de l'article 16 de la Convention de Barcelone	La réunion a été reportée à l'exercice 2002-3	

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par le Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Conférences de présentation des projets PAC (participation des CAR)	50 000	0	Expliquer le programme au public et sensibiliser celui-ci	Finalisation du PAC "Israël"; PAC "Malte" à mi-parcours; lancement du PAC "Liban" (décembre 2001)	Des fonds ont été transférés au CAR/PAP pour l'organisation de cette réunion
Suivi des recommandations de la CMDD (rapports, études de faisabilité et assistance)	54 000	40 896	Suivre la mise en œuvre des recommandations de la CMDD en incitant/aidant certains membres de la CMDD et établir un rapport d'évaluation avec des propositions de lignes directrices sur le suivi et la mise en œuvre des recommandations et propositions de la CMDD; préparer des études de faisabilité pour de nouveaux thèmes possibles à inclure dans le programme de travail de la CMDD	Une assistance a été fournie à douze (12) pays pour établir des rapports ayant trait à la mise en œuvre et au suivi des recommandations de la CMDD. Des lignes directrices générales sur cette question importantes ont été préparées ou sont en cours (financement / coopération / agriculture); en outre, des études de faisabilité concernant de nouvelles questions ayant fait l'objet d'un choix préalable pour la CMDD sont en préparation. Tous les produits seront examinés par la réunion extraordinaire ainsi que par la 7e réunion de la CMDD	Montant restant à utiliser pour la finalisation des études de faisabilité et l'incitation/aide de certains membres de la CMDD dans la mise en œuvre des recommandations
Appui à l'élaboration du "Bilan stratégique pour l'an 2000", (participation des CAR)	20 000	14 458	Lancer et coordonner l'élaboration du Bilan stratégique, conformément à la décision des Parties contractantes et au mandat de la CMDD	Le Bilan stratégique a été établi et examiné par la CMDD; le rapport final a été publié, ainsi qu'une synthèse destinée à une large diffusion qui sera présentée aux prochaines réunions des PC et de la CMDD	L'élaboration du Bilan stratégique a bénéficié d'un concours financier de Monaco. La «synthèse» sera publiée sous format réduit en quatre couleurs, et le Bilan stratégique l'a été en deux couleurs sous format A4. Les deux publications seront largement diffusées, notamment en vue du SMDD de Johannesburg
Atelier conjoint avec la CDD-ONU sur les stratégies nationales de développement durable	25 000	0	Organiser cet atelier conjointement avec la CDD-ONU et promouvoir la coopération entre la CDD-ONU et la CMDD	Malheureusement, l'atelier a été annulé sur décision de la CDD-ONU; mais les thèmes de l'atelier sur les stratégies de développement durable ont été abordés par le segment de haut niveau de la 6e réunion de la CMDD (nov. 2000, Tunis)	Cette question des stratégies de développement durable fera l'objet d'un examen plus poussé à la 12e réunion des PC (Monaco) et à la 7e réunion de la CMDD (Antalya). Les fonds qui étaient prévus pour cet atelier ont été ou seront utilisés pour des

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par le Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
					réunions de la CMDD
Évaluation de la structure du PAM et des PAC (PB, PAP, 100 sites historiques)	0	22 578*	L'évaluation des CAR/PAP et PB et des 100 sites historiques a été décidée par la Onzième réunion des PC dans le cadre d'un programme d'évaluation continue de la structure du PAM	- Évaluation du CAR/PAP: achevée; - Évaluation du CAR/PB: entreprise; - Évaluation des 100 sites historiques: entreprise; - Méthodologie d'évaluation en préparation	Pour les quatre évaluations, les PC auront à décider des étapes suivantes, notamment de la réorientation éventuelle et des ajustements / modifications à apporter aux mandats
Conférence de plénipotentiaires pour adopter les amendements au Protocole "situations critiques" avec un réunion d'experts	0	55 296*	Adopter le nouveau Protocole «situations critiques»	La réunion des experts juridiques nationaux s'est tenue à Monaco du 2 au 6 avril	La conférence se tiendra en janvier 2002 à Malte
Appui à des organisations non gouvernementales et à d'autres acteurs importants	73 000	43 533	Appuyer des activités et projets d'organisations partenaires du PAM	À la demande et conformément à la décision des Parties contractantes, un concours financier a été fourni à plusieurs ONG, principalement des réseaux tels que MED FORUM (Espagne), MIO-ECSDE (Grèce), AWWAJ (Liban), Clean Up (Grèce), MEDCOAST (Tunisie), etc. pour des activités ayant trait à des priorités du PAM	Un appui à d'autres ONG est à l'examen
Publication et diffusion des rapports techniques du PAM	25 000	4 604	Diffuser les rapports techniques et études établis par l'Unité MED, le MED POL et les CAR et qui s'adressent avant tout à des groupes cibles spécialisés	Sept numéros ont déjà été publiés. Une nouvelle structure thématique et une nouvelle présentation ont été introduites dans la Série.	Cinq numéros sont prévus d'ici la fin de l'année. Solde alloué à d'autres activités d'information

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par le Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
					(voir section ci-dessous sur l'élaboration, l'impression et la diffusion des brochures et rapports, etc.)
Services de bibliothèque (sensibilisation à l'environnement et aide pédagogique)	5 000	0	Exécuter des activités en rapport avec la bibliothèque dans le cadre de la Stratégie du PAM en matière d'information		Alloué à d'autres activités d'information, principalement de publications du PAM (voir section ci-dessous sur l'élaboration, l'impression et la diffusion des brochures et rapports, etc.)
Élaboration, traduction, impression et diffusion du bulletin d'information <i>MedOndes</i> (en anglais, arabe et français)	80 000	32 815	Diffuser régulièrement des informations sur des activités du PAM, en visant principalement le grand public	Trois numéros ont déjà été publiés. Nouvelle structure du contenu, renouvellement du style rédactionnel et de la présentation à partir du numéro 44	Retard de publication lors de la première année dû au délai de nomination du fonctionnaire chargé de l'information. Deux numéros sont prévus avant la fin de l'année en anglais, arabe et français
Appui aux campagnes de sensibilisation du public au niveau national	40 000	88 000*	Inciter et aider les pays pour la publication de brochures nationales sur les questions environnementales	Des brochures nationales ont été établies ou sont en préparation dans plusieurs pays: Albanie, Syrie, Bosnie-Herzégovine, Liban, Égypte, Maroc, Malte, Grèce, Turquie	Des brochures nationales suivront bientôt dans d'autres pays
Élaboration, mise en forme, traduction, impression et diffusion de brochures et rapports - y compris par le biais d'Internet	80 000	97 222	Fournir une information à jour sur le PAM, sa structure, ses activités et ses composantes Fournir une information générale sur le rôle, les objectifs et les activités de la CMDD	Une nouvelle brochure sur le PAM, avec un dépliant, a été établie, publiée et largement diffusée en anglais, arabe et français, ainsi que deux affiches	Les activités relatives aux publications se sont développées dans les derniers mois, avec des allocations complémentaires provenant d'autres sections de la rubrique Information du PAM (voir ci-dessus)

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par le Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Réalisation d'un dossier d'information à l'intention du public et de la presse	30 000	10 601	Fournir aux professionnels des médias et de la communication ainsi qu'au grand public des éléments d'information sur le PAM et des éléments plus spécifiques à l'occasion de manifestations et/ou activités importantes	Un dossier d'information a été réalisé à l'intention de la presse pour la réunion sur le Protocole «situations critiques»	Un dossier d'information générale et un dossier à l'intention de la presse est en préparation pour la réunion des Parties contractantes
Formation à la stratégie, aux outils et à la mise en place de réseaux d'information	20 000	0	Progresser dans l'élaboration d'une stratégie méditerranéenne d'information, sensibilisation du public et participation, couvrant l'ensemble de la région répartie en trois grandes composantes: pays arabophones; pays de l'Adriatique Est et Turquie; et UE	Préparatifs en cours d'un grand atelier sur l'information, la sensibilisation du public et la participation, et élaboration d'une Stratégie régionale méditerranéenne sur la base des résultats de l'atelier régional du Caire d'octobre 2000 sur une telle stratégie dans les pays arabophones de la Méditerranée	L'atelier sera organisé organisé et financé conjointement avec le PAS/FEM
Appui au suivi des recommandations de la CMDD en matière d'information et de participation	20 000	0	Inciter/aider des membres de la CMDD à mettre en œuvre les recommandations pertinentes, notamment celles portant sur l'information, la sensibilisation et la participation en matière d'environnement et de développement durable	Tirant des leçons de l'appui fourni à la sensibilisation du public au niveau national, des brochures/rapports nationaux sur l'environnement et le développement durable sont en préparation, à travers une approche participative, par les autorités algériennes et slovènes concernées à des fins de sensibilisation et d'information	Avec l'achèvement de «l'appui à la sensibilisation du public», il serait intéressant d'étendre une activité similaire à tous les pays méditerranéens
Aide juridique au Secrétariat	30 000	32 779	Fournir une aide au Secrétariat sur les questions juridiques	L'aide a été fournie par M. E. Raftopoulos, conseiller juridique du PAM	
Aide aux pays pour l'élaboration de leur législation et l'application effective de mécanismes de contrôle au plan national dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention et de ses Protocoles et des mesures de protection adoptées	30 000	5 146	Aider les pays à adhérer aux instruments juridiques du PAM et à intégrer ces instruments dans leur législation nationale	Une aide est actuellement fournie au Liban, à la Syrie et à la Tunisie	Quatre autres pays seront aidés d'ici à décembre 2001

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par le Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Programme de formation à l'intention de fonctionnaires nationaux sur des questions environnementales et institutionnelles, y compris le droit de l'environnement	50 000	6 631	Examiner la situation des instruments juridiques pour la protection du littoral dans la région et fournir une expertise et une information aux fonctionnaires nationaux chargés de la question		Cette activité aura lieu à Almeria (Espagne) avec l'appui du gouvernement régional d'Andalousie, du 28 novembre au 1er décembre 2001
Activités supplémentaires : Système de rapports	0	8 194*			

* Des fonds extrabudgétaires pour ces activités ont été approuvés par la réunion du Bureau des Parties contractantes à la demande du PAM.

MED POL/UNITÉ MED (à l'exclusion des activités comprises dans le projet FEM)

ÉTAT DES ACTIVITÉS POUR L'EXERCICE BIENNAL 2000-2001

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
<u>Évaluation de la pollution:</u> Assistance aux pays pour la formulation et la mise en oeuvre de programmes de surveillance des tendances	160 000	156 000	- Aider les pays dans la formulation et la mise en oeuvre de programmes de surveillance des tendances (aide financière à l'achat de matériel et de matériaux, formation aux analyses chimiques analyses et à la gestion des données, visites d'experts, assurance qualité des données)	Au mois de septembre 2001, sept programmes avaient été signés et une assistance avait été fournie à l'Algérie, la Croatie, la Grèce, l'Autorité palestinienne, la Slovénie, la Tunisie et la Turquie pour la formulation et la mise en oeuvre de programmes de surveillance continue. Deux cours de formation régionaux aux techniques d'échantillonnage et d'analyse ont été organisés par l'AIEA. Un contrat a été signé avec l'OMM pour aider les pays au lancement et à la mise en oeuvre de programmes de surveillance de la pollution transportée par l'atmosphère	Des négociations sont en cours avec tous les autres pays pour la finalisation des programmes de surveillance 2001, qui comporteront l'octroi d'une aide
Assistance aux pays pour la formulation et la mise en oeuvre de la surveillance des effets biologiques	85 000	40 000	- Lancer des activités de biosurveillance dans le plus de pays possible et aider les laboratoires à appliquer des techniques	Jusqu'en septembre 2001, une aide a été fournie à la Tunisie et à Israël pour la formulation et la mise en oeuvre d'activités de biosurveillance. Un exercice d'interétalonnage a été organisé pour tous les laboratoires participants.	Les négociations se poursuivent pour la formulation d'activités de biosurveillance dans d'autres pays. Un cours de formation régional sera organisé en novembre 2001.
Réunion technique chargée d'examiner l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la surveillance des tendances et des effets biologiques	30 000	0	- Examiner les succès et les blocages dans la mise en oeuvre des programmes de surveillance et proposer éventuellement des modifications à apporter au programme.		Une réunion chargée d'examiner la mise en oeuvre des activités de surveillance est prévue en décembre 2001.
Programmes d'Assurance Qualité des données	115 000	115 00	- Assurer des techniques d'échantillonnage et d'analyse uniformes et une haute qualité des données.	Des programmes d'Assurance Qualité des données, des exercices d'interétalonnage et des visites scientifiques ont été réalisés par l'AIEA sur la base d'un accord signé.	

Formation et bourses	35 000	34 733	- Aider les scientifiques méditerranéens associés au MED POL et leur permettre de participer à de réunions et ateliers internationaux pour y présenter les données et résultats du MED POL	19 scientifiques de pays méditerranéens ont reçu des bourses pour prendre part à des réunions et ateliers liés au MED POL et y présenter les résultats du MED POL. Des fonds sont utilisés pour parrainer la participation de scientifiques à l'Assemblée générale de la CIESM qui doit se tenir à Monaco à la fin septembre 2001.	
Mise en évidence de nouvelles questions de pollution et recherches menées sur celles-ci	80 000	70 062	- Cerner des questions d'environnement et de pollution émergentes, établir des évaluations et lancer des projets de recherche, s'il y a lieu, sur les questions relevées.	Une réunion d'experts a été organisée à Rome sur l'identification des questions d'environnement et de pollution émergentes en Méditerranée. Des consultants ont été engagés afin d'établir la documentation sur la Méditerranée pour la prochaine réunion intergouvernementale du GPA/PNUE, afin d'élaborer le programme MED POL consacré à l'eutrophisation, d'élaborer des lignes directrices pour les bilans diagnostiques nationaux, l'évaluation des détritiques sur le littoral, l'évaluation des effets des saumures, et afin d'actualiser la base de données MED POL. Un contrat a été signé avec la COI pour préparer un examen des activités régionales en cours en matière de gestion des détritiques côtiers et d'évaluer les données nationales sur l'eutrophisation. Un atelier PNUE/CIESM se tient en septembre 2001 dans le cadre de l'Assemblée générale de la CIESM à Monaco.	
Réunion consultative sur les critères de classement prioritaire des «points chauds» et «zones sensibles» de pollution (OMS)	30 000	1 116	- Une réunion est prévue pour débattre et convenir de critères de classement prioritaire des «points chauds» de pollution.	Une réunion s'est tenue (avec une contribution financière de l'OMS) pour le classement prioritaire des «points chauds»	
Évaluation des aspects sanitaires de la pollution de la mer Méditerranée (OMS)	30 000	12 000	- Évaluer la situation actuelle dans la région et identifier les lacunes	Des recherches ont été menées en Grèce, au Maroc, en Tunisie et en Turquie.	L'activité, entièrement appuyée financièrement par l'OMS, continuera à couvrir d'autres pays.

Application effective et contrôle: Assistance aux pays pour la formulation et la mise en oeuvre de programmes de surveillance de la conformité	75 000	50 000	- Appuyer les pays dans la formulation et la mise en œuvre de programmes de surveillance de la conformité	Au mois de septembre 2001, une assistance avait été fournie à l'Algérie, la Croatie, Chypre et l'Autorité palestinienne pour la formulation et la mise en œuvre de la surveillance de la conformité.	Des négociations se poursuivent pour la formulation de programme de surveillance de la conformité dans d'autres pays.
Assistance aux pays pour le respect et l'application effective de la législation et pour les systèmes d'inspection	40 000	20 000	- Appuyer les pays pour renforcer les systèmes d'inspection	Des plans de renforcement des systèmes d'inspection sont en préparation en Syrie et en Libye. Une série de manuels sur les systèmes d'inspection sont en cours d'élaboration.	
Réunion consultative sur les critères et normes de surveillance sanitaire des eaux à usage récréatif et conchylicole	30 000	0	- Finaliser des critères et normes en rapport avec la pollution microbiologique		Une réunion est prévue à Athènes à la fin novembre . Des fonds complémentaires sont fournis par l'OMS.
Exercice d'interétalonnage sur la détermination de la pollution microbiologique	40 000	0	- Assurer l'uniformité de la méthodologie et la qualité des données		L'exercice d'inter étalonnage doit avoir lieu à la fin septembre. Des fonds complémentaires sont fournis par l'OMS.
Réunion consultative sur le réseau informel concernant la conformité et l'application effective	40 000	40 749	- Tenir la réunion ordinaire du Réseau Network pour examiner l'état d'avancement et recenser les lacunes.	La deuxième réunion du Réseau informel sur le respect et l'application effective s'est tenue en 2001.	Un montant supplémentaire de 14 000 dollars E.U. a été fourni par l'OMS pour l'élaboration des rapports par pays.
Protocole "tellurique"/Programme d'actions stratégiques (PAS) : Réunion consultative sur la méthodologie d'établissement des rapports au titre du Protocole "tellurique"	50 000	39 120	- Faciliter la mise en œuvre du Protocole «tellurique» et du Programme d'actions stratégiques	Une réunion d'experts s'est tenue à Catane (Sicile) pour présenter et examiner l'avant-projet du document opérationnel concernant la mise en œuvre du PAS.	Compte tenu des travaux en cours pour l'établissement d'un système de rapports du PAM, notamment au titre du Protocole «tellurique», des fonds ont été utilisés pour organiser une réunion sur la stratégie opérationnelle de mise en œuvre du PAS (Catane, mars 2001). Des fonds complémentaires pour l'organisation de la réunion ont été fournis par l'Italie.

Assistance aux pays pour l'établissement des inventaires IETMP (PRTR)	20 000	6 060	- S'évertuer à établir des IETMP dans le plus de pays possible	Un accord a été finalisé avec l'Égypte pour la réalisation d'un IETMP à Alexandrie. Une réunion de lancement et le début des activités sont prévus pour la fin de 2001.	Des négociations sont en cours pour le lancement d'IETMP dans d'autres pays méditerranéens.
Protocole "immersions": Élaboration de lignes directrices régionales aux termes des art. 4 et 6 du Protocole	20 000	8 016	- Remplir les obligations énoncées aux articles 4 et 6 du Protocole «immersions» de 1995	Des lignes directrices pour l'immersion des déchets de poissons et l'immersion de plateformes ont été élaborées et présentées aux pays.	
Protocole "déchets dangereux": Assistance à la mise en oeuvre du Protocole	5,000	0	- Préparer la base technique et politique nécessaire pour faciliter la mise en œuvre du Protocole.	Aucune activité n'a été exécutée.	Il est prévu qu'une activité sera exécutée en 2002-2003
Coordination: Réunion des coordonnateurs nationaux pour le MED POL	20 000	45 012	- Tenir la réunion ordinaire des coordonnateurs nationaux pour le MED POL et examiner les réalisations et le budget-programme pour 2002-2003.	La réunion des coordonnateurs pour le MED POL s'est tenue en 2001.	Des fonds additionnels ont été prélevés sur les soldes non dépensés d'autres activités. Des fonds pour l'organisation de la réunion ont été aussi fournis par l'Italie.

Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle (REMPEC)

État des activités pour l'exercice biennal 2000-2001

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Préparation et intervention					
Assistance directe du REMPEC - ou indirecte par le biais de consultants - aux États pour développer leurs capacités dans les domaines de la préparation et de l'intervention en cas de pollution marine accidentelle	18 000	4 664	Renforcer les capacités des États côtiers en Méditerranée et faciliter la coopération entre eux pour qu'ils puissent intervenir en cas d'accidents occasionnant ou susceptibles d'occasionner une pollution de la mer par les hydrocarbures et d'autres substances nuisibles, notamment en cas de situation critique présentant un danger grave et imminent pour le milieu marin ou pouvant affecter des vies humaines.	Atelier sur le plan d'urgence national à Beyrouth (Liban). Appui du Centre et participation de fonctionnaires du REMPEC à l'exercice «Blanche en mer» organisé par les autorités tunisiennes (juin et septembre 2000)	En 2001: séminaires nationaux sur les plans d'urgence nationaux en Algérie (en octobre) et au Liban (en décembre).
Assistance comme ci-dessus aux États dans la mise en place d'un système d'intervention en cas de situation critique portuaire	16 000	2 452	Aider les États côtiers de la région méditerranéenne à développer leurs propres capacités pour intervenir en cas d'accidents survenant dans leurs ports ou leurs parages et occasionnant ou susceptibles d'occasionner une pollution de la mer.	Mission d'évaluation et élaboration d'une proposition de projet pour le port de Nador (Maroc) (janvier et juillet 2000)	En octobre 2001: réunion du groupe de travail <i>ad hoc</i> à Malte pour l'établissement des plans d'urgence pour les ports de Mersin et d'Iskenderun (Turquie).
Assistance comme ci-dessus aux États dans l'élaboration et la conclusion d'accords bilatéraux et multilatéraux	9 000	3 335	Promouvoir la conclusion d'accords nationaux bilatéraux et/ou sous-régionaux pour la préparation et l'intervention en cas de pollution marine accidentelle et pour faciliter les échanges d'informations, la coopération technologique et la formation.	Elaboration d'une étude présentée à la réunion des correspondants du REMPEC sur l'application de la surveillance aérienne au contrôle de la pollution marine par les hydrocarbures générée par les navires dans la région méditerranéenne.	En octobre 2001: conférence sur l'établissement d'un plan d'urgence sous-régional entre l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Coopération					
Assistance aux pays en cas de situation critique et gestion de l'Unité d'assistance méditerranéenne (UAM)	8 000	3 134	Maintenir l'Unité d'assistance méditerranéenne prête à être activée à la demande des pays en cas de pollution marine accidentelle en Méditerranée.	Le Centre a amélioré l'organisation de l'UAM: un mémorandum d'accord a été conclu avec des centres d'expertise (CEDRE & BASF) et une police d'assurance contractée pour les experts de l'UAM se trouvant en mission officielle. Un mémorandum d'accord est aussi en cours de conclusion avec l'ICRAM (Centre italien d'expertise pour les questions maritimes environnementales).	Il s'agit d'une activité permanente qui peut être activée si un pays sollicite l'assistance de l'UAM.
Appui à un accord sous-régional entre Chypre, l'Égypte et Israël	11 000	0 00	Assistance et appui au système opérationnel sous-régional pour la Méditerranée orientale	Les coûts des activités menées de concert dans le cadre du système sous-régional ont été couverts par le projet LIFE, qui a été achevé à la fin de 2001. Certaines activités finales ont été reportées ou annulées en raison de difficultés dans les pays	Une réunion des autorités opérationnelles nationales devrait avoir lieu en décembre 2001 à Chypre.
Information					
Mise en place du Système d'informations régional (SIR), d'une bibliothèque, d'un site web, et diffusion de l'information	17 000	464	Communiquer aux Parties contractantes toutes les informations juridiques, techniques et opérationnelles pertinentes requises pour faciliter la coopération internationale dans le domaine de la préparation et de l'intervention en cas de pollution marine accidentelle en mer Méditerranée.	Développement continu d'un système d'informations régional (SIR). Les documents et publications actualisés sont adressés tous les 6 mois aux correspondants opérationnels du REMPEC.	Mise au point et installation du site web du REMPEC. Poursuite de l'établissement des relevés d'alertes pour les hydrocarbures et produits chimiques
Poursuite de la mise en place de la base de données TROCS et du système d'information méditerranéen intégré d'appui à la décision (MIDSIS) pour l'intervention en cas de pollution accidentelle	22 000	8 930	Communiquer aux Parties contractantes toutes les informations techniques pertinentes requises pour réduire au minimum l'impact sur le milieu marin de la pollution par les hydrocarbures ou par les produits chimiques.	La mise en place et l'actualisation de la base de données TROCS s'est poursuivie et celle-ci a été mise à la disposition des correspondants opérationnels du REMPEC. Le CD a été distribué en mai 2001.	La brochure TROCS a été publiée et distribuée en septembre 2001. De nouveaux développements sont en cours pour que TROCS un «système d'appui à la décision efficace. La base de données sera finalisée d'ici la fin 2001

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Formation					
Cours de formation régionaux à la préparation et à l'intervention en cas de pollution marine accidentelle (MEDIPOL/MEDEXPOL)	134 000	48 484	Organiser et réaliser des cours de formation régionaux à l'intention des hauts fonctionnaires chargés de la lutte contre la pollution marine accidentelle.	MEDEXPOL 2000 s'est tenu à Naples (Italie) en novembre 2000	MEDEXPOL 2001 est prévu à Gênes en décembre 2001
Assistance aux pays dans l'organisation de cours de formation nationaux	20 000	9 306	Organiser des cours de formation nationaux à la demande des pays	Le Centre a cofinancé avec le TCD/OMI les cours de formation nationaux organisés au Maroc (2) et en Algérie (1)	Des cours de formation nationaux sont prévus en Libye et à Malte en octobre et en novembre 2001.
Réunions/Conférences					
Réunion des correspondants du REMPEC	66 000	53 409	Réunion des correspondants du REMPEC: examiner les travaux réalisés par le Centre, les futurs programmes et les nouvelles attributions (telles que celles découlant du nouveau Protocole «situations critiques») ainsi que le budget 2002-2003.	La réunion des correspondants s'est tenue à Malte du 24 au 27 octobre 2000	

Le Centre d'activités régionales du Plan Bleu (CAR/PB)
ÉTAT DES ACTIVITÉS POUR L'EXERCICE BIENNAL 2000-2001

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Régions côtières: approches prospectives, PAC	81 855	34 678	Mettre au point des outils prospectifs pour faciliter la prise en compte dans le long terme et l'évaluation de la durabilité du développement	Réalisé: PAC "Malte" : analyse de durabilité : - 5 ateliers de formation inter institutionnels et société civile - choix et calcul d'indicateurs avec identification d'objectifs - élaboration de scénarios à partir des tendances PAC "Alger": - mission et contribution à la révision du projet d'agrément - réunion pour finaliser le document d'agrément	Prévu : PAC "Malte" - Finalisation de l'analyse, élaboration de recommandations opérationnelles et publication PAC «Alger»: · Contribution au projet (systèmes d'information, analyse de durabilité) après lancement PAC «Liban»: · lancement de l'analyse de durabilité
Coût social et outils économiques pour l'environnement	29 892	10 095	· Études de faisabilité pour la CMDD (pauvreté/santé) · Début d'identification d'outils économiques pour l'environnement	Réalisé: · Recueil d'information et étude de faisabilité sur la pauvreté / environnement · Participation aux ateliers sur les outils économiques	En cours / prévus : · Étude comparée sur les outils économiques pour l'environnement (application des principes utilisateur et pollueur/payeur dans le domaine de l'eau) Étude sur la santé publique réalisée par l'Unité MED/OMS Synergie avec le PAS pollution tellurique et la CMDD "demande en eau"

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Tourisme et développement durable/CMDD	37 498	16 574	Contribuer à la mise en œuvre des recommandations de la CMDD relevant du PAM (participation aux initiatives internationales du PNUE, montage d'un projet SMAP, projet de rapport officiel)	Réalisé: Participation active aux initiatives du PNUE: lancement de "TO Initiative", atelier régional sur le tourisme et les îles, et de la Commission européenne (réflexion stratégique) Livre blanc: actualisation des données et propositions de formulation .	En cours / prévus: Actualisation des données et complément de la collecte d'informations pour les futurs chapitres «tourisme» du rapport environnement/développement Atelier régional Activités complétées par des financements extérieurs: 21 000 dollars E.U.

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Gestion urbaine et développement durable/CMDD	32 256	39 172	· Évaluer les évolutions passées et possibles et les problèmes de du développement urbain durable · Appui à l'activité de la CMDD	Réalisé: · Étude rétrospective de l'urbanisation à l'échelle régionale, dans les pays et régions côtières (publiée en français, publication en anglais en cours) • Note sur l'étalement urbain (F+ E) pour Géo 3 montrant l'ampleur des évolutions et l'intérêt de l'approche prospective • Étude de faisabilité détaillée pour la CMDD sur les risques naturels • Appui à l'activité "villes" de la CMDD: - analyse de l'ensemble de la documentation - note de problématique - 5 études sous-régionales et 2 études régionales - 6 études de cas (en cours) - contribution aux réunions • Contribution à l'atelier régional de la CMDD (septembre) et à ses résultats (observations, propositions)	En cours / prévus: - Compléments d'études pour le futur rapport environnement / développement - Synthèse, publication et diffusion des études - activités complétées par des financements extérieurs: 41 000 dollars E.U.
Urbanisation et développement durable	20 328	4 865			

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalizations	Remarques
Demande en eau	24 125	8 686	Diffuser les résultats des travaux CMDD/Plan Bleu et contribuer au suivi des recommandations (*) + GWP (80)	Réalisé: • Large diffusion de la «Vision» sur l'eau au 21^{ème} siècle en Méditerranée (F + E) • Réalisation et large diffusion d'un «4 pages» sur l'eau (F + E) Participation active du PAM/PB à : - Forum mondial de La Haye et son atelier méditerranéen, et autres manifestations sur l'eau - Activités du GWP/Medtac - Forum euro-méditerranéen (suite du plan d'action de Turin) - Approfondissement d'analyses de cas sur la gestion de la demande pour mesurer les progrès et difficultés dans la mise en œuvre - Recueil + CD-Rom des statistiques de l'eau en Méditerranée - Exercices de prospective nationale (Tn, Lb) • Réunion du groupe	En cours / prévus : • Finalisation d'un panorama des diverses politiques de l'eau en Méditerranée - Études de cas concrets avec le GWP/Medtac - Négociations pour préparer un nouvel atelier régional en 2002 sur le suivi des recommandations • Activités complétées par des financements extérieurs: 110 000 dollars E.U.

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Développement rural	21 526	12 026	- Collecte et analyses d'informations - Propositions pour la CMDD	Réalisé: · Projet de fascicule sur les forêts et espaces boisés (à publier), recueil de statistiques · Atelier d'experts sur le développement rural/durabilité · Étude de préféabilité détaillée pour la CMDD et recherche de partenaires	En cours / prévus: - Note de synthèse sur les sols - Recueil d'informations et organisation du futur chapitre "rural" du rapport environnement/développement (suite changement de commande de la CMDD) - Étude sur l'agriculture, le développement rural et la durabilité
Sols – Agriculture	41 550	19 972			
Évaluation CAR/PB	30 000	31 499	Évaluation des activités du CAR/PB à la demande des Parties contractantes	Réalisé: · Évaluation entreprise par 2 consultants · Missions d'évaluation dans 6 pays · Documents d'évaluation en anglais et français · Présentation de l'évaluation à la réunion des points focaux du CAR/PB et à la réunion des points focaux du PAM	

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Observation et étude prospective environnement/développement	36 799	21 866	Élaboration du futur rapport environnement/développement : · analyse rétrospective · conception du rapport (esquisse) · définition du cadre prospectif	Réalisé: - Cadrage démographique à 2025 (États et régions côtières) - Cadrage économique à 2025 (finalisation en cours) - 1ère réunion du comité scientifique du rapport. - Montage d'un projet LIFE (projet MEDREP). - Indicateurs pour le suivi d'évolutions côtières (Lacoast)	En cours / prévu: - Analyse comparée tendances et situation 2000 / scénarios du Plan Bleu - Éléments de scénario tendanciel à 2025 - 2ème réunion du comité scientifique - Plan détaillé du rapport - Étude sur les transports en Méditerranée - Étude sur l'énergie - Activités complétées par des financements extérieurs: 59 000 dollars E.U. - Lien avec toutes les activités

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Indicateurs, observatoires, analyses nationales	87 817	26 326	- Aider à la mise en œuvre des recommandations de la CMDD sur les indicateurs - Renforcer les fonctions "observation" (grâce à appui méthodologique) et la coopération/échanges d'expériences (réseau méditerranéen) - Conduire des analyses nationales sur les institutions et politiques de l'environnement	Réalisé : - Glossaire des définitions des 130 IDD (F+E) - Missions d'appui à la mise en œuvre dans les pays; calcul - Finalisation des 3 tests METAP sur les IPE (EG, PA, TK) - 1 atelier régional (18 pays) IDD et son rapport; publication des 50 fiches IDD et recommandations - Profil Liban (F) et Tunisie (F) - 2 études de faisabilité d'observatoires nationaux (DZ, AL) - Élargissement des formations eau, déchets de Medstat aux ministères de l'environnement/observatoires des pays concernés - Rapport sur les indicateurs tourisme et patrimoine	En cours / prévus: - Test national IDD au Maroc (avec l'IFEN) - Appui au Maroc pour l'activité du nouveau service prospective (étude ou/et formation) - Poursuite appui aux pays sur IDD - Rédaction des nouvelles fiches IDD; Mission d'appui en Albanie - Formation nationale en Libye - Profil Tunisie (publication de la version anglaise) - Analyse rétrospective comparée des institutions/environnement Commentaires: - Activités complétées par des financements extérieurs: 59 000 dollars E.U. - Utilisation d'indicateurs dans de nombreuses activités (analyses régionales pour le futur rapport, PAC «Malte», projet tourisme, libre-échange) - Participation possible au projet calcul des indicateurs sur les îles

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalizations	Remarques
Libre-échange et environnement dans le contexte euroméditerranéen	69 042	42 248	· Aider l'activité CMDD · Analyser les impacts possibles du libre-échange sur l'environnement · Aider le groupe à formuler des propositions	Réalisé: - 17 études nationales ou régionales - 1 atelier régional et son rapport (à publier dans la Série des rapports techniques du PAM) - 1 rapport de synthèse (constat, méthodologie, propositions des experts) - Participation du PAM aux réunions Commerce/Environnement du PNUE (Genève, Berlin) ou autres (Malte, Paris) - Montage d'une proposition de suivi pour le METAP - 1 étude nationale (Liban) sur les barrières tarifaires - Réunion du groupe de travail pour avancer de nouvelles propositions pour revaloriser la note de synthèse pour la CMDD	En cours / prévus - Complément d'études sur les impacts possibles sur l'agriculture et les zones rurales fragiles - Réunion du groupe et note de synthèse finale - Activités complétées par des financements externes: 77 000 dollars E.U. - Mise en évidence des risques d'impacts pour l'environnement et la société et de l'insuffisante intégration des enjeux de durabilité dans les accords d'association et au niveau régional

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Déchets urbains	11 245	9 245	Explorer la question de la gestion des déchets et préciser les actions à conduire	Réalisé : - 5 études nationales (Cy, Eg, Lb, Sy, Tn) et synthèse régionale avec le CEDARE - 1 réunion d'experts - 1 étude de faisabilité comportant une proposition de programme de travail détaillé pour la CMDD et recherche de partenaires	En cours / prévu: · De nouvelles propositions et conclusions pour revaloriser la note pour la CMDD sont en préparation - Activités complétées par des financements externes: 15 000 dollars E.U.
Réunion conjointe des points focaux	20 000	23 991	Évaluer et discuter les activités passées du Plan Bleu et les évolutions	Réalisé: · Réunion à Palerme pour présenter les activités, l'évaluation et les développements futurs du CAR/PB	
Statistiques environnementales – Projet MEDSTAT-ENVIRONNEMENT	0		- Contribuer à combler progressivement les lacunes en statistiques environnementales - Renforcement des capacités des offices de statistiques des 12 pays du Sud et de l'Est partenaires de l'Union	Réalisé ou prévu : - 4 cours de formations régionaux - 57 missions d'appui - 18 visites d'études - 24 équipements informatiques dans les pays - 1 groupe d'étude et 1 réunion d'experts - Création d'une base de données régionale - 12 publications nationales + 1 régionale · 57 missions d'appui · 18 visites d'études · 24 équipements informatiques dans les pays · 1 groupe d'étude et 1 réunion d'experts · Création d'une banque de données régionale · 12 publications nationales + 1 régionale	Financement externe: 1 230 000 dollars E.U. pour des activités s'étendant sur 3 ans et demi. Création ou renforcement de services environnementaux dans de nombreux offices nationaux de statistiques

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalizations	Remarques
Communication	0		Élargir la diffusion des plans de travail CMDD/PAM/Plan Bleu	Réalisé : - Création et mise en ligne d'un site web détaillé en version française et anglaise · Amélioration des publications du Plan Bleu en anglais (traduction et diffusion) · Participation à de nombreuses formations (cours/colloques)	Financement extérieur: 40 000 dollars E.U.

Centre d'activités régionales du Programme d'actions prioritaires(CAR/PAP)
ÉTAT DES ACTIVITÉS POUR L'EXERCICE BIENNAL 2000-2001

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
GIZC Mise au point de la méthodologie de GIZC; élaboration d'outils et techniques d'EES, ECA touristique, systèmes d'information côtiers, systèmes d'aménagement des sites terrestres et marins; renforcement des institutions et des capacités (ateliers et cours nationaux et régionaux)	110 000	67 698	- Aider les États méditerranéens dans la planification, la gestion et le développement écologiquement rationnels des zones côtières - Assurer la protection du littoral par des moyens juridiques et promouvoir l'échange d'expertise concernant les politiques et stratégies de protection du littoral - Explorer les relations physiques et socio-économiques entre les bassins versants et leurs zones côtières respectives - Promouvoir l'application de l'évaluation environnementale stratégique (EES) en Méditerranée et tester l'applicabilité de la procédure et de la pratique de l'EES en Méditerranée - Étudier les possibilités d'utilisation d'instruments économiques en Méditerranée dans le but de fournir des incitations financières à un comportement plus responsable envers l'environnement dans la région; mettre au point et appliquer des instruments économiques pour la mise en œuvre durable du programme PAS MED	- Réunion d'experts sur la législation concernant le littoral en Méditerranée (Split, mars 2000) - Atelier sur l'analyse de la composante industrielle dans les zones côtières de la mer Adriatique (Split, mars 2000), en coopération avec l'ICS-ONUDI - Atelier sur le programme de démonstration de gestion intégrée des zones côtières en Europe centrale et orientale et dans les Nouveaux États Indépendants (Split, juin 2000), en coopération avec la CE/EU - Atelier sur la gestion intégrée des zones côtières et des bassins fluviaux (Toulon, janvier 2000) - Réunion des parties prenantes sur l'application des lignes directrices pour la planification et la gestion intégrées des zones côtières et des bassins fluviaux au littoral et au bassin fluvial de la Cetina (Split, janvier 2000) - Deux ateliers sur l'introduction de l'évaluation environnementale stratégique dans le système de planification de pays méditerranéens ont été organisés (Haïfa, avril 2000, et Tunis, avril 2000) - Réunion d'experts sur l'application d'instruments économiques en Méditerranée (Split, mai 2001) - Livre blanc sur la gestion des zones côtières en Méditerranée - Bassin versant de la Cetina et zone côtière adjacente: profil environnemental et socio-économique	- Un Atelier régional sur l'expérience acquise en GIZC est en préparation - Exécution en cours du projet cofinancé avec le FEM intitulé «Élaboration et application d'instruments économiques pour la mise en œuvre durable du programme PAS MED»

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
				- Situation et pratique de l'évaluation environnementale stratégique dans les pays méditerranéens - Achèvement de deux projets cofinancés avec l'UE: "Introduction de l'évaluation environnementale stratégique dans le système de planification des pays méditerranéens", et "Lignes directrices de bonne pratique pour la gestion intégrée de zones côtières en Méditerranée"	
PAC du PAM Rôle de coordination; mise en oeuvre des activités de GIZC, ressources naturelles, renforcement des capacités, élaboration des programmes et plans; intégration des résultats et activités; et établissement de projets éligibles à un financement international au titre de suivi des programmes PAC	260 000	179 454	- Élaborer des stratégies et procédures aux niveaux local et national pour le développement durable, la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources côtières et marines; - Définir, adapter et tester, dans un contexte opérationnel réaliste, des méthodologies, outils et pratiques de gestion durable du littoral dans la région; - Contribuer à la revalorisation des institutions nationales/locales pertinentes et des capacités humaines; et - Assurer une utilisation plus large, aux niveaux national et régional, de l'expérience acquise dans le cadre des PAC, et créer les conditions d'activités de suivi.	- Projet PAC/PAM "Israël" clos, après la conférence de présentation finale. Réalisations: "Rapport final sur les risques côtiers – gestion des ressources en sable du littoral", "Rapports des animateurs des groupes cibles «transports» et «tourisme» pour la première stratégie de développement durable d'Israël", "Évaluation économique et sociale du littoral méditerranéen d'Israël", "Rapport intégré final du PAC/PAM Israël". - Première phase du PAC/PAM "Malte" achevée. Les réunions organisées comprennent l'atelier de lancement, le séminaire sur la gestion des données, la 3e réunion du conseil consultatif national pour le PAC/MAP "Malte", la réunion chargée d'évaluer l'état d'avancement du projet PAC, l'atelier sur la gestion durable du littoral et la gestion des données - Lancement du projet PAC «Liban» après l'établissement de l'étude de pré faisabilité et le cahier des charges des activités du PAC. - Les négociations ont démarré sur les plans de travail des PAC	- Coordonnateur local du PAC "Liban" recruté; full-scale implementation of the CAMP by the end of the year - Documents de lancement établis pour le PAC «Algérie», le PAC «Maroc» et le PAC «Slovénie

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
				«Algérie» et «Slovénie» Documents établis: "Formulation et mise en œuvre des projets de PAC: manuel opérationnel" et "Programme d'aménagement côtier du PAM: cadre stratégique pour l'avenir"	
CMDD Appui au suivi des recommandations de la CMDD sur la GIZC (application des instruments, outils et techniques de GIZC) ; Appui au suivi des recommandations sur le tourisme dans le domaine de l'évaluation environnementale pour la planification du tourisme, pour les techniques d'évaluation de la capacité d'accueil touristique et pour l'élaboration d'un guide des meilleures pratiques; appui au groupe de travail de la CMDD sur « Gestion urbaine et développement durable» (appui au groupe de travail, outils de gestion urbaine, gestion durable des villes)	114 000	34 592	- Aider la CMDD à élaborer des recommandations sur l'application des instruments, outils et techniques de GIZC en Méditerranée - Aider les pays et les institutions nationales intéressés à promouvoir la planification et la gestion écologiquement rationnelles du tourisme méditerranéen par l'étude de la capacité d'accueil de leurs zones touristiques - Aider la CMDD à élaborer des recommandations sur le thème «Gestion urbaine et développement durable» dans les villes côtières de la Méditerranée	- Préparation en cours d'une étude d'évaluation de la capacité d'accueil touristique de la zone de Rimini (Italie) - Première réunion du comité du groupe de travail sur le thème «Gestion urbaine et développement durable» (Paris, avril 2000) - Deuxième réunion du comité directeur du groupe de travail sur «Gestion urbaine et développement durable» (Sophia Antipolis, janvier 2001) - Réunion chargée de rédiger des recommandations pour l'atelier sur «Gestion urbaine et développement durable» (Sophia Antipolis, mai 2001) - Analyse des questionnaires sur la gestion urbaine adressés aux municipalités méditerranéennes et aux autorités nationales méditerranéennes chargées de cette question - Développement urbain durable en Méditerranée: vers un programme d'action régional, projet de document directif - Urbanisation et gestion des villes en Méditerranée: évaluation et perspectives de développement durable: étude sous-régionale pour la Slovénie - Inventaire et gestion des problèmes liés à la dégradation des ressources en sol: une contribution au développement durable des zones	- Élaboration d'un guide bonnes pratiques de tourisme durable en cours de négociation; ébauche annotée établie pour le guide - Atelier sur le thème «Gestion urbaine et développement durable» (Barcelone, septembre 2001)

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
				- rurales en Méditerranée - Gestion locale et développement durable, étude de préféabilité	
Protection des sols Activités de lutte contre l'érosion/désertification (assistance aux pays pour l'établissement de plans pour les zones côtières, formation et renforcement des capacités des institutions nationales)	50 000	39 867	- Aider les pays méditerranéens à s'attaquer aux problèmes liés à l'érosion des sols et à la désertification - Évaluer la méthodologie commune globale du CAR/PAP pour la cartographie de l'érosion dans certaines zones de la Méditerranée - Aider les pays intéressés à effectuer la cartographie et la mesure des processus d'érosion dans certaines zones de la Méditerranée - Promouvoir des mesures de lutte contre l'érosion des sols et la désertification	- Le projet intitulé "Renforcement des capacités de gestion de la lutte contre l'érosion/ désertification dans la région méditerranéenne", cofinancé par le PAM et l'UE, a été achevé - Une synthèse de rapports nationaux sur les problèmes et pratiques de gestion de la lutte contre l'érosion dans la région méditerranéenne a été publiée et diffusée - Atelier sur les technologies de lutte contre l'érosion et la désertification, et sur la gestion de cette lutte dans la région méditerranéenne (Malte, juin 2000 et Tunis, octobre 2000) - Des Lignes directrices pour la gestion de la lutte contre l'érosion et la désertification, eu égard en particulier au littoral méditerranéen, ont été finalisées - Préparation de l'atelier destiné à finaliser la proposition de sous-projet régional sur la gestion de la lutte contre l'érosion et la désertification dans les pays du Maghreb (prévu pour septembre 2001, Maroc) - Synthèse de rapports nationaux sur les problèmes et pratiques de gestion de la lutte contre l'érosion dans la région méditerranéenne (Espagne, Italie, Malte, Tunisie et Turquie) - Rapport de l'atelier sur les technologies de lutte contre l'érosion et la désertification, et sur la gestion de cette lutte dans la région méditerranéenne (Malte, juin 2000 et	Il sera formulé une proposition de projet sous-régional sur la lutte contre l'érosion des sols et la désertification dans les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), à soumettre pour financement international

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
				Tunis, octobre 2000) Publication en anglais et en français des Lignes directrices pour la gestion de la lutte contre l'érosion et la désertification, eu égard en particulier au littoral méditerranéen	
Ressources en eau Atelier régional pour évaluer la situation du système d'appui à la décision en matière de gestion des ressources en eau du littoral dans la région; élaboration de lignes directrices pour l'application du système d'appui à la décision en matière de gestion des ressources en eau du littoral; et cours de formation à l'application du système d'appui à la décision en matière de gestion des ressources en eau du littoral	20 00	5 80	- Contribuer à la solution du problème de la gestion des ressources en eau dans les îles et les zones côtières de Méditerranée qui souffrent d'une pénurie d'eau - Aider les gouvernements et les institutions nationales intéressés à résoudre le problème de la gestion des ressources en eau dans les îles et les zones côtières de Méditerranée qui souffrent d'une pénurie d'eau	- Étude sur la gestion des ressources en eau des cours fluviaux de l'Erzeni et de l'Ishmi (Albanie, 2000) - Lignes directrices pour la planification intégrée du réseau urbain littoral de distribution d'eau (projet)	Nouvelle esquisse des lignes directrices pour la planification intégrée du réseau urbain littoral de distribution d'eau en vue de négocier l'élaboration finale de ces lignes

Centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées (CAR/ASP)
ÉTAT DES ACTIVITÉS POUR L'EXERCICE BIENNAL 2000-2001

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Collecte de données et assistance aux pays pour l'établissement d'inventaire d'espèces et de sites	75 000	74 500	Améliorer les connaissances relatives à l'état et si possible aux évolutions et tendances de la biodiversité marine et côtière en Méditerranée en vue de mieux la protéger.	• Préparation de plusieurs outils par le CAR/ASP en vue d'aider les pays à élaborer des inventaires nationaux des sites naturels d'intérêt pour la conservation. • Prise en compte des initiatives similaires pertinentes pour la Méditerranée pour l'élaboration de ces outils, afin d'éviter les doubles emplois et d'assurer une utilisation rationnelle des ressources disponibles. • Actuellement ces outils sont utilisés par plusieurs pays, en collaboration avec le CAR/ASP et/ou avec son appui scientifique et financier.	Malgré les efforts entrepris, des lacunes persistent au niveau des données disponibles, notamment pour le milieu marin. Ceci est accentué en Méditerranée en raison de l'absence de mécanismes efficaces de diffusion et d'échange d'informations scientifiques et techniques fiables.
Réunion d'experts sur les habitats côtiers (zones terrestres et zones humides)	30 000	30 000	Finaliser au niveau des experts représentant les Parties contractantes une classification et une liste de référence des habitats terrestres de la zone côtière Méditerranéenne	L'élaboration des documents de travail est bien avancée.	• La réunion est programmée du 1er au 3 novembre 2001 à Montpellier. • Après adoption de la classification et de la liste de référence des habitats côtiers, il faut envisager l'ajustement des listes d'espèces protégées figurant à l'annexe du Protocole

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Assistance aux pays dans l'instauration et l'application effective de leurs législations nationales dans le domaine de la conservation des sites et des espèces.	20 000	17 300	Renforcer le cadre législatif régissant la conservation de la diversité biologique dans les pays méditerranéens et améliorer leurs capacités nationales pour l'application effective de la législation.	- Assistance aux pays qui l'ont demandée (Liban et Tunisie) en vue d'améliorer leurs législations nationales relatives à la conservation de la diversité biologique, notamment pour sa mise en conformité avec les dispositions des traités internationaux pertinents - Élaboration de Lignes directrices pour l'amélioration des législations nationales pour la conservation d'espèces figurant à l'annexe 2 du Protocole ASP et/ou faisant l'objet d'un plan d'action dans le cadre du PAM.	Le reliquat a été transféré pour le financement de la réunion des points focaux nationaux.

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Mise en œuvre des plans d'actions pour les espèces menacées (phoque moine, tortues marines, cétacés et végétation marine) adoptés dans le cadre du PAM	100 000	99 811	Assurer une meilleure conservation des espèces concernées, notamment par: i) l'amélioration des connaissances sur leur biologie, leur écologie et leurs populations ;ii) la conservation de leurs habitats; et iii) la réduction des interactions avec les activités humaines.	• Collaboration avec les autorités nationales et des organisation intergouvernementales et des ONG pour la mise en oeuvre des plans d'action «tortues marines», «cétacés» et «végétation marine» • Réalisation de prospections sur le terrain • Campagnes de sensibilisation. • Élaboration de plusieurs outils (lignes directrices, manuels techniques, bases de données, répertoires) qui ont été mis à la disposition des pays. • Organisation, en collaboration avec la CMS, le Conseil de l'Europe et l'ICRAM (Italie), de la première conférence méditerranéenne sur les tortues marines. • Pour le phoque moine, seulement quelques prospections sur le terrain ont été réalisées. Au niveau national, des actions de conservation ont été entreprises, mais la situation de l'espèce demeure très critique. • Organisation d'un atelier d'experts pour l'élaboration de plans nationaux pour la conservation des cétacés, suite à l'entrée en vigueur de l'accord ACCOBAMS. • Élaboration d'un mémorandum d'accord avec la Libye pour la présentation des activités liées à la mise en oeuvre des plans d'action.	Il est à noter que, dans ce domaine, l'assistance du CAR/ASP est souvent sollicitée par les points focaux nationaux pour les ASP.

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Symposium méditerranéen sur la végétation marine	20 000	20 032	Faire le point sur les données scientifiques disponibles et les principaux travaux de recherche et d'étude en cours en Méditerranée concernant la végétation marine.	Dans le cadre du Symposium, outre les présentations d'articles et de posters scientifiques, trois tables rondes ont eu lieu sur: i) la taxonomie et les taxonomistes, ii) la végétation marine et la gestion des zones côtières (impacts, cartographie, base de données) et iii) la suggestion d'autres espèces et populations à considérer comme prioritaires au niveau de la mise en œuvre du plan d'action.	L'effectif des scientifiques impliqués dans des recherches sur la végétation marine en Méditerranée dans les pays du Sud est important. Il est difficile de sélectionner ceux qui auraient bénéficié d'un appui.
Assistance pour l'exécution des PAC	50 000	33 028	Assurer une prise en compte adéquate des aspects relatifs à la conservation du patrimoine naturel par les projets PAC entrepris dans le cadre du PAM.	- Contribution en 2000-2001 à l'élaboration et la mise en œuvre des projets PAC «Sfax» (Tunisie), «Malte» et «Liban». Pour les trois projets ci-dessus, compte tenu des principes généraux de l'exercice PAC, des activités ont été menées en étroite collaboration avec des intervenants locaux pour collecter des données sur les biotopes de la zone du projet et formuler un plan de gestion des composantes naturelles de la zone considérée. - L'objet de ces activités est aussi de formuler des recommandations dont il faut tenir compte dans l'élaboration du PAC.	- Eu égard à l'expérience acquise dans l'exercice du PAC, il est important d'intégrer à l'avenir dans les projets PAC une composante mise en œuvre, au moins partielle, des PAC élaborés. - Un retard dans l'avancement de l'activité est prévu puisque aucune action concrète en vue du recrutement des consultants n'a été définitivement engagée.

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Assistance aux pays pour la création et la gestion d'ASP	45 000	54 475	Cette activité représente une des principales tâches du CAR/ASP. Elle vise à aider les pays méditerranéens à développer les aires protégées marines et côtières par l'amélioration de leur gestion et par la création de nouvelles aires protégées comme outil de protection et de conservation des éléments de la diversité biologique.	• Organisation de plusieurs missions pour apporter une expertise spécifique adaptée aux besoins du pays concerné (Liban, Algérie). • Focalisation de l'assistance sur l'amélioration de la gestion des aires protégées et le renforcement du cadre institutionnel et juridique régissant les aires protégées dans 5 pays (Croatie, Libye, Tunisie, Égypte, Liban). • Démarrage des préparatifs de la mise en place de la liste des ASPIM. Ainsi un projet de format pour les rapports présentant des aires candidates a été élaboré; il est soumis aux Parties contractantes pour adoption. • Préparation et soumission pour financement par le programme SMAP de l'Union européenne d'un «Projet régional pour le développement des aires protégées marines et côtières dans la région méditerranéenne». Le projet comporte des actions concrètes de renforcement de la gestion de sites marins protégés conçues pour avoir un rôle pilote et de démonstration. Il a été retenu pour financement par la Commission européenne.	Cette activité connaît un développement rapide suite aux demandes accrues des pays qui sollicitent le CAR/ASP dans le processus ASPIM. Une révision budgétaire de 10 000 dollars E.U., approuvée par le PNUE, a été réalisée pour répondre aux demandes de certains pays.

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Instauration de stratégies et de plans dans le domaine de la conservation de la biodiversité	40 000	53 699	Promouvoir la planification et l'intégration des actions de conservation de la diversité biologique tenant compte des caractéristiques des pays de la région.	• Lancement de la mise en œuvre du projet PAS BIO financé par le FEM qui a démarré en janvier 2001 et est conduit conformément au calendrier prévu. • Dans un souci d'harmonisation de la mise en œuvre en Méditerranée des traités internationaux pertinents pour la conservation de la diversité biologique, le CAR/ASP a établi des liens de coopération et de concertation avec plusieurs organisations (mémoire de coopération avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CBD) et un autre avec le Secrétariat de la Convention de Ramsar). Les deux mémoires comportent un plan de travail biennal renouvelable. • Une réunion d'harmonisation a été conjointement organisée avec le Secrétariat de la CBD (Valence, avril 2001); y ont participé les points focaux nationaux pour les ASP et ceux de la CBD dans les pays méditerranéens. • Contacts engagés avec l'IUCN en vue d'examiner les possibilités de coopération pour la mise en œuvre du programme marin de l'IUCN en Méditerranée.	• Il est à noter que plusieurs organisations ont manifesté leur intérêt à l'égard du projet PAS BIO et collaborent activement avec le CAR/ASP dans sa mise en œuvre. • Des virements entre cette ligne et d'autres lignes budgétaires ont permis de réunir un montant de 14 500 dollars E.U. pour le financement des actions prévues dans le cadre de cette activité.

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Élaboration et diffusion de données et renseignements concernant la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité	36 000	32 000	• Mieux diffuser les informations relatives à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et les rendre plus accessible au grand public. • Sensibiliser le public et les acteurs concernés pour obtenir leur adhésion aux programmes de conservation.	• Lancement en 2001 d'une publication scientifique (MedNature) destinée à promouvoir la diffusion des données scientifiques et techniques relatives à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine et côtière. • Participation, avec des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, à des manifestations scientifiques visant faire mieux connaître l'action du PAM dans le domaine de la conservation de la nature et des écosystèmes marins et côtiers. • Utilisation des expositions itinérantes pour animer des conférences et séminaires.	• Manque important d'outils didactiques et de sensibilisation qui permettraient de porter à la connaissance du grand public les résultats des recherches et études scientifiques. • Certaines actions programmées sont en cours d'engagement.

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Sessions de formation sur les aspects scientifiques et techniques de la conservation du patrimoine naturel commun.	70 000	53 202	Assister les pays de la région pour améliorer leurs compétences nationales en matière de gestion des aires protégées et de conservation des espèces menacées	- De nombreuses actions de formation ont été menées par le CAR/ASP (plus de 25 personnes de plus de 6 pays formées). Il s'agit d'actions ciblant les besoins des pays tels qu'exprimés par les requêtes des points focaux et notamment l'étude d'évaluation des besoins des pays méditerranéens en matière de formation réalisée par le CAR/ASP en 1999. - Il est à noter que plusieurs de ces actions n'ont pu être réalisées que grâce à la collaboration de plusieurs partenaires.	- En Méditerranée, les possibilités de formation dans le domaine de la conservation de la nature demeurent très limitées. Pour plusieurs pays, le manque de ressources financières et humaines (formateurs) constitue l'obstacle principal au développement de programmes de formation. Il est donc urgent que le CAR/ASP œuvre pour obtenir des ressources financières extérieures pour ces activités. Un projet régional de grande envergure devrait être élaboré et proposé pour financement dans un cadre bilatéral avec un ou plusieurs pays donateurs de la région. - Certaines actions sont en cours de finalisation avec les pays concernés. - Il faut noter que des fonds ont été prélevés sur cette ligne pour financer certaines autres activités et pour servir au financement du projet PAS BIO.

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Réunion des points focaux nationaux pour les ASP	40 000	51 183	Faire le point sur l'état de la mise en œuvre, au niveau national, du Protocole ASP. Examiner l'état d'avancement des activités du CAR/ASP Faire des recommandations pour les Parties contractantes et les activités du CAR/ASP en 2002-2003.	- La cinquième réunion des points focaux nationaux pour les ASP a eu lieu au mois d'avril 2001 à Valence (Espagne). Son ordre du jour avait été articulé autour des objectifs précités. - Elle a transmis aux Parties contractantes: i) plusieurs ensembles de Lignes directrices et autres outils pour la mise en œuvre du Protocole ASP et ii) des recommandations pour la période biennale 2002-2003.	- En vue de favoriser la concertation et l'échange de vues, le CAR/ASP a proposé, lors de la dernière réunion des points focaux nationaux, de traiter certaines questions en groupes de travaux. Cette méthode s'est avérée très utile et efficace, elle mérite d'être appliquée aux prochaines réunions des points focaux nationaux pour les ASP. - La tenue de cette réunion a été prévue en Tunisie, mais pour des raisons ne dépendant pas du CAR/ASP, elle a eu lieu à Valence en Espagne, ce qui était de nature à en augmenter les coûts, si bien qu'il y a eu dépassement des montants prévus à l'origine si la Tunisie avait été le pays hôte.

*: Dépenses effectives et engagements effectués jusqu'en août 2001 et qui sont encore sujet à ajustements.
Il y a lieu de noter que les montant alloués (2000 et 2001) dépassent, pour certaines activités, les allocations approuvées par les parties contractantes réalisées après des virements interlignes (notamment les reliquats sur salaires administratifs) et autorisés par le PNUE, et ce pour répondre à des demandes des pays exprimées par le biais de leurs points focaux.
Un réajustement a été soumis à l'Unité MED et au PNUE sans demande de budget additionnel.

Centre d'activités régionales pour la télédétection de l'environnement (CAR/TDE)
ÉTAT DES ACTIVITÉS POUR L'EXERCICE BIENNAL 2000-2001

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Inventaire et analyse d'activités éprouvées de Surveillance par télédétection en appui au Protocole "tellurique", au programme MED POL d'évaluation de la pollution marine et à l'instauration de plans opérationnels	6 000	6 000	Le CAR/TDE a pour objectifs d'introduire et de consacrer l'utilisation de la télédétection en appui au programme MED POL, eu égard en particulier à la surveillance continue des tendances (Programme d'actions stratégiques visant à combattre la pollution due à des sources situées à terre, PAS). À cet effet, le CAR/TDE vise à exécuter des actions pilotes en appui au MED POL et au PAS ainsi qu'à coopérer avec le REMPEC dans le domaine de la détection et de la surveillance des déversements d'hydrocarbures en mer.	Il a été défini des actions spécifiques à mettre en œuvre en coopération avec l'ENEA (Agence italienne pour les technologies nouvelles, l'énergie et l'environnement) dans le cadre d'un accord entre l'ENEA et le Ministère italien de l'environnement, relatif au programme "La Méditerranée: protection de la mer et du littoral" (juillet 1999).	Un renforcement de la coopération avec le MED POL et le REMPEC paraît nécessaire.
Contribution aux PAC en cours et prévus en ce qui concerne les applications de la télédétection (études préliminaires, renforcement des capacités, assistance)	18 000	13 314	La participation du CAR/TDE aux PAC en cours et prévus est destinée à améliorer les capacités des pays méditerranéens dans le domaine des applications des technologies spatiales en faveur du développement durable des zones côtières. Plus concrètement, le Centre vise à concevoir et réaliser, avec les pays concernés et en étroite coopération avec les composantes du PAM, des activités destinées à fournir des informations reposant sur l'observation de la Terre à des fins d'analyse environnementale, à gérer les données et informations environnementales, à appliquer le SIG, etc. En outre, le Centre a pour objectif de développer l'utilisation des données de l'observation de la Terre dans le cadre de la GIZC, grâce à l'application de lignes directrices appropriées.	PAC «Israël» (Conférence finale à Jérusalem - mai 2000): présentation du travail accompli par le Centre dans le cadre de ce PAC. PAC «Liban»: finalisation de la contribution du CAR/TDE au PAC. PAC «Maroc»: mission pour examiner avec les homologues marocains une éventuelle contribution au PAC.	
Assistance aux pays méditerranéens pour la formulation de propositions à soumettre pour financement extérieur	5 000	8 491	Pour trouver des fonds supplémentaires lui permettant de s'acquitter au mieux de son mandat, le CARDEUR s'est employé à œuvrer avec des pays méditerranéens pour soumettre des propositions de	Des avis consultatifs ont été fournis dans le cadre d'une série de projets soumis pour financement extérieur. Parmi eux, les deux projets suivants ont donné lieu à une évaluation	

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
			projets en vue d'un financement – principalement par la CE.	favorable et la négociation des contrats en est à un stade avancé: <i>Remédier à la dégradation de sols en Syrie et au Liban</i> (LIFE- Pays tiers), et <i>Développement durable et utilisation durable des ressources naturelles en Bosnie-Herzégovine</i> (mesure d'accompagnement).	
Remédier à la dégradation au Liban et en Syrie	10 000		Application d'une approche méthodologique et d'un programme de renforcement des capacités, en vue d'appuyer des plans consacrés à la maîtrise/gestion de la dégradation des sols dans des zones du Liban et de la Syrie. Les autorités concernées des deux pays seront judicieusement et directement associées au développement des activités et au renforcement du système d'appui, selon le concept d'apprentissage par la pratique.	La proposition de projet a fait l'objet d'un examen favorable de la part de l'UE et le CAR/TDE s'emploie présentement à finaliser l'annexe technique à la lumière des observations et demandes concrètes formulées par le comité d'évaluation.	
Gestion des incendies de forêt dans les zones côtières de l'est de l'Adriatique	10 000			La proposition n'a pas été approuvée par la CE.	Des fonds relatifs à cette activité sont réaffectés à d'autres
Réunions et ateliers pour présenter aux aménageurs et décideurs de pays méditerranéens des activités fondées sur la télédétection et l'appui que celles-ci peuvent apporter au processus du développement durable	15 200	13 166	Cette activité est destinée à attirer l'attention des autorités nationales sur les avantages concrets que le développement durable pourrait tirer de l'application de technologies de pointe comme la télédétection de l'environnement	<i>Forum au Maroc</i> (Rabat, 25 octobre 2000). Le forum a réuni des représentants de centres spécialisés, basés dans des pays méditerranéens, et s'occupant de télédétection et de ses applications à l'environnement afin de présenter et d'examiner à cette occasion de mise en place conjointe d'un réseau visant à créer un site webber d'informations obtenues par télédétection sur l'environnement de la Méditerranée" (MERSI.Web).	

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
Forum en Bosnie-Herzégovine	6 500		Ce forum a pour objet d'aider la communauté scientifique et technique de Bosnie-Herzégovine à poursuivre un développement durable et une croissance respectueuse de l'environnement, à améliorer la gestion des ressources biologiques en l'étayant d'actions d'information, sensibilisation et formation sur la gestion de projets, la recherche de partenaires, la mise en place de consortiums à la lumière des 5es lignes directrices CE.		Cette activité est liée à une mesure d'accompagnement du CARDEUR pour le financement par la CE. Pour amorcer les activités afférentes, le CARDEUR attend l'achèvement de la procédure budgétaire.
Amélioration et entretien de la base de données STEPPIQUE sur Internet	10 000	9 681	Cette activité est destinée à fournir à la communauté méditerranéenne une information structurée et actualisée sur les applications des techniques spatiales à l'environnement de la région méditerranéenne	Des efforts ont été faits pour continuer à étoffer la base de données avec des éléments concernant de nouveaux projets, des programmes pertinents et des organisations concernées, ainsi que pour revoir sa structure. Ses capacités ont été accrues, sa présentation graphique sur Internet remaniée et ses potentialités rendues plus exploitables.	
Recherche et exploration de possibilités de financement	4 000			Missions à Bruxelles en vue de présenter aux fonctionnaires de la DG XI la stratégie du CAR/TDE pour l'exercice biennal en cours (2000-2001) et d'identifier les possibilités de financement d'actions à réaliser par les pays méditerranéens avec l'appui et le concours du CAR/TDE	
Inventaire des projets basés sur la télédétection et des indicateurs environnementaux qui en résultent	12 00	9 012	Ces activités ont pour objet de fournir un appui concret au programme de la CMDD sur «les indicateurs pour le développement durable en Méditerranée». En particulier, le CAR/TDE vise à définir les potentialités des données obtenues par télédétection pour leur calcul.	Le Centre a amorcé la réalisation d'un inventaire au niveau régional en associant directement les pays méditerranéens, à commencer par le Maroc. Indicateurs au Maroc: un inventaire des projets basés sur les techniques de télédétection et exécutés au Maroc au cours des 10 dernières années a été établi dans le cadre: – d'un contrat confié à un expert marocain; – Réunion à Palerme avec	

ACTIVITÉ	Budget 2000/2001 tel qu'approuvé par les Parties contractantes (en dollars E.U.)	Montant dépensé jusqu'en août 2001 (en dollars E.U.)	Objectifs	Réalisations	Remarques
				– l'expert responsable Publication d'un rapport final.	

**LES COMPTES DU PAM/PNUE POUR
L'EXERCICE BIENNIAL 1998-1999**

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DES MONTANTS APPROUVÉS
PAR LES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'EXERCICE BIENNAL 199/8-1999
ET DES DÉPENSES FINALES**

Projets	Approuvé par les PC (en \$ E.U.)	Dépenses 1998-1999 (en \$ E.U.)
UNITÉ DE COORDINATION, Athènes, Grèce (y compris la composante MED POL)	5 398 151	4 590 625
Organisations coopérant au MED POL		
Bureau du projet OMS/EURO	613 000	488 373
Laboratoire d'étude du milieu marin de l'AIEA	306 411	732 900
Centres d'activités régionales: Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle (REMPEC/OMI)	1 425 000	1 344 249
Centre d'activités régionales du Plan Bleu (CAR/PB)	1 369 000	1 264 262
Centre d'activités régionales du Programme d'actions prioritaires (CAR/PAP)	1 343 079	1 324 805
Centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées (CAR/ASP)	1 019 000	1 012 520
Centre d'activités régionales pour la télédétection de l'environnement (CAR/TDE)	75 000	74 959
TOTAL PARTIEL	11 548 641	10 832 692
Coûts d'appui au programme*	1 283 650	1 187 965
TOTAL GÉNÉRAL	12 832 291	12 020 657

* Les coûts d'appui au Programme de 13% sont imputés uniquement au Fonds d'affectation spéciale.

COMPTES DES PROJETS EXÉCUTÉS AU COURS DE L'EXERCICE BIENNAL 1998-1999

UNITÉ MEDU/PAM- PNUE, Y COMPRIS LA COMPOSANTE MED POL

Projet : Unité de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée et Secrétariat de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, (UNITÉ MED /PAM-PNUE), Athènes, Grèce
Numéro du projet: ME/CA/FP/XM/1100-98-02

	Budget 1998-1999 tel qu'approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
COMPOSANTE «PERSONNEL» DU PROJET			
Personnel du projet			
Coordonnateur (D.1/D.2)	253 000	116 218	118 094
Coordonnateur adjoint (D.1)	241 000	157 933	111 270
Administrateur de programme (hors classe)/ Économiste (P.5)	239 000	147 285	248 542
Administrateur de programme – Spécialiste en sciences de la mer (P.4)	185 000	88 468	142 566
Spécialiste de traitement des données (P.4)	182.000	84 952	124 621
Fonctionnaire d'administration / Gestion des fonds (P.4)1/	0	0	0
Coordonnateur du MED POL (P.5)	228 000	0	2 533
Administrateur du programme MED POL (hors classe) (L.5)	239 000	88 633	89 139
Ajustements années précédentes	0	0	-1 403
Total partiel	1 567 000	683 489	835 362
Consultants			
Traduction, mise en forme des rapports/brochures du PAM	40 000	14 260	53 977
Assistance juridique au Secrétariat du PAM	30 000	16 110	19 015
Appui à la CMDD sur l'information et la participation	20 000	0	19 999
Préparation, traduction <i>MedOndes</i>	30 000	8 157	21 639
Services de la bibliothèque	40 000	12 173	16 665
Automatisation	27 051	591	5 310
Préparation des documents techniques du MED POL	60 000	19 214	28 455
Assistance MED POL aux pays	60 000	10 516	19 637
Mise en œuvre des PAC	35 000	8 180	900
Évaluation des CAR	0	0	8 097
Ajustements années précédentes	0	0	-12 977
Total partiel	342 051	89 201	180 717
Appui administratif			
Secrétaire (hors classe) (G.5)	60 000	25 412	20 974
Assistante administrative (hors classe) (G.6/G.7)1/	0	0	0
Assistante conférences/information (hors classe) (G.6/G.7)	71.000	28 709	30 933
Assistante administrative (G.4/G.5)1/	0	9 456	0
Secrétaire (G.4)	58 000	9 192	0
Secrétaire (G.4)	58 000	22 127	23 974
Secrétaire (MED POL) (G.4)	58 000	7 780	25 482

	Budget 1998-1999 tel qu'approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
Secrétaire (MED POL) (G.4)	58 000	24 363	19 297
Assistant en systèmes informatiques (G.5)1/	0	0	0
Préposé aux télécommunications (G.3/G.4)	54 000	21 597	23 620
Chauffeur/employé (G.3)	52 000	22 807	24 950
Employé (G.1/G.2)	39 000	14 393	18 644
Assistante/budget (G.5)	60 000	22 881	25 731
Employée de bureau/dactylographe (G.3)	50 000	7 681	19 058
Employé administratif (G.4)1/	0	0	0
Secrétaire (MEDPOL) (G.4)	58 000	24 445	27 067
Assistance temporaire	20 000	9 213	2 342
Services de conférence/réunions Unité MED	78 000	23 264	12 541
Services de conférence/autres réunions	40 000	0	0
Services de conférence/réunion points focaux du PAM	20 000		26 084
Services de conférence 11 ^{ème} réunion PC	0		125 591
Heures supplémentaires	30.000	9.868	5.247
Ajustements années précédentes	0	0	-3 772
Total partiel	864 000	283 188	427 683
Voyages en mission	220 000	135 982	112 340
Ajustements années précédentes	0	0	-16 621
Total partiel	220.000	135.982	95.719
Total Composante	2 993 051	1.191.860	1 539 481
COMPOSANTE «CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE»			
Contrats de sous-traitance			
Suivi des recommandations de la CMDD	20 000	3 535	9 186
Appui aux pays pour appliquer l'approche participative dans la prise de décision ayant trait au développement durable au niveau national/local	10 000	0	10 000
Appui aux ONG et autres acteurs importants	62 100	22 000	52 010
Assistance aux pays pour l'élaboration de la législation nationale/application effective des mécanismes de contrôle conformément aux dispositions de la Convention, des Protocoles et aux mesures adoptées	30 000	3 083	30 500
Exécution des PAC	75 000	6 000	38 100
Formulation de plans d'action, etc.	60 000	0	4 000
Assistance biosurveillance	105 000	0	70 000
Surveillance des tendances	60 000	0	27.000
Assistance aux pays par le biais de MED POL	270 000	0	223 000
Mémorandum d'accord pour la COI	62 000	33 000	29000
Mémorandum d'accord pour l'OMM	62 000	33 000	29 000
Ajustements années précédentes	0	0	332
Total partiel	816 100	100 618	522 128
Sous-traitance (fins commerciales)			
Impression et diffusion de MedOndes	90 000	21 385	39 588
Appui à des campagnes sensibilisation du public	40 000	5 150	26 667
Ajustements années précédentes	0	0	-554
Total partiel	130 000	26 535	65 701

	Budget 1998-1999 tel qu'approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
Total Composante	946 100	127153	587 829
COMPOSANTE «FORMATION»			
Sessions formation en groupe			
Formation de fonctionnaires nationaux à l'Unité MED	20 000	5 074	0
Formation sur le tas et bourses	80 000	33 874	19 824
Ajustements années précédentes	0	0	-1 179
Total partiel	100 000	38 948	18 645
Réunions, conférences			
Réunions du Bureau	54 000	15 686	8 043
Réunion du Comité directeur de la CMDD	27 000	0	27 262
Réunion des CAR et de l'Unité MED	11 000	1 116	0
Deuxième réunion d'experts sur la responsabilité et la réparation des dommages	20 000	0	0
Conférences de présentation des projets PAC	40 000	0	34 947
Réunion d'experts du MED POL	50 000	3 558	24 244
Réunions diverses	0	20 899	29 031
Réunion des points focaux nationaux du PAM	75 000	0	76 961
Réunion des coordonnateurs nationaux pour le MED POL	20 000	0	46 544
Onzième réunion ordinaire des PC	80 000	0	12 931
Ajustements années précédentes	0	0	-7 159
Total partiel	377 000	41 259	252 804
Total Composante	477 000	80 207	271 449
COMPOSANTE «MATÉRIEL»			
Matériel consommable			
Fournitures de bureau, etc	60 000	12 329	13 088
Livres bibliothèque, abonnements	20 000	9 265	7 737
Fournitures informatique	10 000	4 152	6 431
Non spécifié	0	0	5 400
Ajustements années précédentes	0	1 194	-1
Total partiel	90 000	26 940	32 655
Matériel durable			
Informatique	80 000	19 672	18 532
Matériel de bureau	40 000	6 944	29 065
Remise en état des locaux	20 000	4 943	64 378
Non spécifié	33 000	8 324	7 420
Ajustements années antérieures	0	0	-404
Total partiel	173 000	39 883	118 991
Loyer des locaux	267 000	97 396	149 317
Total partiel	267 000	97 396	149 317
Total Composante	530 000	164 219	300 963
COMPOSANTE «DIVERS»			
Utilisation et entretien du matériel			
Entretien du matériel informatique	10 000	375	176
Location et entretien – photocopieuses	60 000	30 001	31 000
Réparation et assurance auto	12 000	4 520	2 941
Contrats d'entretien divers	20 000	5 254	6

	Budget 1998-1999 tel qu'approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
Entretien des locaux du bureau	42 000	21 297	22 938
Ajustements années précédentes	0	0	-4 154
Total partiel	144.000	61.447	52.907
Coûts de l'établissement des rapports			
Coûts des rapports Unité MED	50 000	2 684	17 351
Rapports techniques du PAM	30 000	4 938	4 672
Ajustements années précédentes	0	-74	0
Total partiel	80 00/0	7 548	22 023
Divers			
Affranchissements postaux	76 000	22 406	39 323
Valise diplomatique	4 000	1 181	1 240
Téléphone	100 000	49 069	49 701
Fret	20 000	4 271	7 484
Frais de banque	4 000	2 891	3 494
Divers	2 000	246	279
Ajustements années précédentes	0	631	-11 837
Total partiel	206 000	80 695	89 684
Frais de représentation			
Réunions Unité MED	22 000	5 616	7 544
Total partiel	22 000	5 616	7 544
Total Composante	452 000	155 306	172 158
TOTAL GÉNÉRAL	5 398 151	1 718 745	2 871 880

Résumé du budget	Coûts en \$ E.U.
Coût 1998	1 718 745
Coût 1999	2 871 880
Coût direct total	4 590 625
Coûts d'appui au programme	502 872
Coût total du projet	5 093 497

1/ Rémunéré au titre des coûts d'appui au programme

ORGANISATIONS COOPÉRANT AU MED POL

1. BUREAU DU PROJET OMS/EURO:

Projet: Appui technique pour la mise en œuvre des aspects sanitaires du PAM dans le cadre du MED POL, Bureau du projet OMS/EURO, Athènes, Grèce

Numéro du projet: ME/XM/1100-98-08

	Budget 1998-1999 tel qu' »approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
COMPOSANTE «PERSONNEL » DU PROJET			
Personnel du projet			
Conseiller scientifique principal OMS (P.5)	228 000	106 584	107 552
Total partiel	228 000	106 584	107 552
Appui administratif			
Secrétaire OMS (G.5)	60 000	27 486	32 884
Total partiel	60 000	27 486	32 884
Voyages en mission			
Missions conseiller scientifique OMS	30 000	7 473	15 434
Total partiel	30 000	7 473	15 434
Total Composante:	318 000	141 543	155 870
COMPOSANTE «CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE»			
Contrats de sous-traitance			
Assistance aux institutions participant à la recherche en matière de pollution d'origine tellurique	15 000	10 443	0
Assistance technique au développement des aspects sanitaires des programmes de surveillance de la pollution marine	10 000	0	0
Assistance technique à la mise en œuvre du Protocole «tellurique»	20 000	0	10 000
Lignes directrices pour le contrôle et l'application effective de la réglementation ayant trait aux stations d'épuration des eaux usées municipales	10 000	0	10 000
Actualisation des méthodes d'analyse microbiologique de l'eau de mer et des mollusques/crustacés	20 000	0	10 000
Actions curatives de réduction de la pollution et de réhabilitation des zones marine et côtières de la Méditerranée	0	0	10 000
Assistance aux projets pilotes PAC	10 000	0	4 039
Total partiel	85 000	10 443	44 039
Total Composante:	85 000	10 443	44 039
COMPOSANTE «FORMATION»			
Formation en groupe			
Cours de formation à l'intention des gestionnaires de stations d'épuration	40 000	36 400	0
Cours de formation nationaux (2) à l'intention des gestionnaires et exploitants de stations d'épuration	20 000	9 100	6 402

	Budget 1998- 1999 tel qu »approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
Total partiel	60 000	45 500	6 402
Réunions/conférences			
Réunion d'experts sur les «points chauds» de pollution et sur le respect et l'application effective de la législation	150 000	3 500	81 076
Total partiel	150 000	3 500	81 076
Total Composante:	210 000	49 000	87 478
TOTAL GÉNÉRAL	613 000	200 986	287 387

Résumé du budget	Coût en \$ E.U.
Coût 1998	200 986
Coût 1999	287 387
Coût direct total	488 373
Coûts d'appui au programme	56 931
Coût total du projet	545 304

ORGANISATIONS COOPÉRANT AU MED POL

2. AIEA/MEL:

Projet: Appui technique à la mise en œuvre du programme MED POL - Phase III, MEL/AIEA, Monaco

Numéro du projet: ME/1100-98-09

	Budget 1998-1999 tel qu'approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
COMPOSANTE «PERSONNEL» DU PROJET			
Personnel du projet			
Spécialiste en chimie inorganique MEL/AIEA, Monaco	26 011	11 307	11 797
Total partiel	26 011	11 307	11 797
Consultants			
Chimiste – Assurance Qualité des données	86 400	45 002	74 395
Total partiel	86 400	45 002	74 395
Appui administratif			
Assistance laboratoire	114 000	47 394	46 979
Total partiel	114 000	47 394	46 979
Voyages			
Voyages en mission	10 000	195	9 597
Missions Assurance Qualité	20 000	2 661	7 349
Total partiel	30 000	2 856	16 946
Total Composante	256 411	106 559	150 117
COMPOSANTE «CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE»			
Contrats de sous-traitance			
Assistance aux institutions pour les programmes de recherche	25 000	4 000	21 000
Total partiel	25 000	4 000	21 000
Total Composante	25 000	4 000	21 000
COMPOSANTE «FORMATION»			
Formation en groupe			
Voyages de stagiaires à Monaco et indemnités de subsistance	0	30 265	26 982
Total partiel	0	30 265	26 982
Total Composante	0	30 265	26 982
COMPOSANTE «MATÉRIEL»			
Matériel consommable			
Programme d'interétalonnage pour les institutions participant au MED POL	10 000	1 093	3 015
Fournitures formation – Assurance Qualité	10 000	7 391	29 501
Achat de matériaux étalons et de référence – Assurance Qualité	5 000	64	8 987
Pièces détachées pour l'entretien des instruments	0	65	0
Fournitures pour les institutions nationales – Assurance Qualité	0	0	0
Matériel consommable pour les laboratoires participant au MED POL	0	103 658	62 889
Total partiel	25,000	112,271	104,392
Matériel durable			

	Budget 1998-1999 tel qu'approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
Matériel	0	65 228	112 086
Matériel durable pour les laboratoires participant au MED POL			
Total partiel	0	65 228	112 086
Total Composante	25 000	177 499	216 479
TOTAL GÉNÉRAL	306 411	318 323	414 577

Résumé du budget	Coût en \$ E.U.
Coût 1998	318 323
Coût 1999	414 577
Coût direct total	732 900
Coûts d'appui au programme	95 277
Coût total du projet	828 177

Un montant total de 453 408 \$ E.U. a été viré comme suit par le MED POL à l'AIEA:
 230 000 \$ E.U. prélevés sur le projet Unité MED 1100-98-02 (réduisant donc d'autant le budget du projet Unité MED)
 223 408 du projet 1997 de l'Unité MED 0401-94-03.

CENTRES D'ACTIVITÉS RÉGIONALES:

1. REMPEC:

Projet: Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle (REMPEC/OMI, La Valette, Malte)

Numéro du projet: ME/XM/1100-98-05

	Budget 1998-1999 tel qu'approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
COMPOSANTE «PERSONNEL» DU PROJET			
<u>Personnel d'encadrement</u>			
Directeur D-1	265 000	106 026	123 083
Expert technique, P-4	230 000	93 076	118 838
Chimiste, P-4	210 000	80 935	88 436
	-	-	6 503
Ajustements années précédentes	-	-	1 772
Total Partiel	705 000	280 037	338 632
<u>Consultants</u>			
Assistance aux pays pour la mise en place d'un système national de préparation et d'intervention	20 000	838	14 432
Assistance aux États pour la mise en place d'un système d'intervention en cas de situation portuaire critique	16 000	-	-
Total partiel	36 000	838	14 432
<u>Appui administratif</u>			
Assistante chargée de l'information G-6	42 000	18 509	13 901
Secrétaire (hors classe)/ Assistante Admin. G.6	42 000	18 509	17 140
Employé/secrétaire G-4	34 000	14 983	15 132
Employé/secrétaire G-4	34 000	14 983	18 689
Reproducteur de documents G-3	32 000	14 103	16 197
Assistance temporaire	-	-	17 050
Total partiel	184 000	81 087	98 109
<u>Voyages en mission</u>	70 000	57 290	49 365
Ajustements années précédentes	-	-	(19 266)
Total partiel	70 000	57 290	30 099
TOTAL COMPOSANTE	995 000	419 252	481 272
COMPOSANTE «CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE»			
<u>Contrats de sous-traitance</u>			
Assistance aux pays pour l'organisation de cours de formation nationaux	16 000	-	16 000
Mise en place du Système d'informations régional	10 000	-	3 123
Mise en place de la base de données TROCS du REMPEC axée sur le transport maritime	20 000	-	
Assistance aux pays en cas de situation critique (Unité d'assistance méditerranéenne)	16 000		20 000
Ajustements années précédentes	-		1 310
TOTAL COMPOSANTE	62 000	-	40 433
COMPOSANTE «FORMATION»			
<u>Réunion de formation en groupe</u>			

	Budget 1998-1999 tel qu'approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
Cours de formation régional sur la préparation et l'intervention en cas de pollution marine accidentelle (MEDIPOL) (22-25 participants)	75 000	26 846	122 057
Cours de formation régional spécialisé (MEDEXPOL) (25 participants)	75 000	-	-
Total partiel	150 000	26 846	122 057
<u>Réunions/conférences</u>			
Réunion des correspondants combinée avec la réunion d'experts techniques (amendements au Protocole)	65 000	101 661	(48 811)
Total partiel	65 000	101 661	(48 811)
TOTAL COMPOSANTE	215 000	128 507	73 246
COMPOSANTE «MATÉRIEL»			
<u>Matériel consommable</u>	10 000	3 631	5 722
<u>Matériel durable</u>			
Matériel informatique	13 000	16 320	6 142
Matériel de bureau	-	-	-
Total partiel	13 000	16 320	6 142
TOTAL COMPOSANTE	23 000	19 951	11 864
COMPOSANTE «DIVERS»			
<u>Exploitation et entretien du matériel</u>			
Location et entretien du matériel informatique	10 000	2 998	7 210
Entretien des locaux	10 000	2 998	-
Total partiel	20 000	5 996	7 210
Coûts des rapports	20 000	3 437	12 585
Divers			
Affranchissements postaux, fret	14 000	13 083	73 730
Divers/téléphone, telex	50.000	3.663	-
Divers	26 000	6 804	-
Ajustements années précédentes	-	-	43216
Total partiel	90 000	23 550	116 946
TOTAL COMPOSANTE	130 000	32 983	136 741
TOTAL GÉNÉRAL	1.425.000	600.693	743.556

Résumé du budget	Coût en \$ E.U.
Coût 1998	600 693
Coût 1999	743 556
Coût direct total	1 344 249
Coûts d'appui au programme	172 152
Coût total du projet	1 516 401

CENTRES D'ACTIVITÉS RÉGIONALES :

2. CAR/PB:

Project: Appui au Centre d'activités régionales du Plan Bleu (CAR/PB), Sophia Antipolis, France
Numéro du projet : ME/XM/1100-98-07

	Budget 1998-1999 tel qu'approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
COMPOSANTE «PERSONNEL» DU PROJET			
Personnel d'encadrement			
Président	0 ⁽¹⁾	0	0
Directeur	0 ⁽¹⁾	0	0
Directeur scientifique	0 ⁽¹⁾	0	0
Directeur adjoint/coordonnateur de l'Observatoire	212 000	40 392	0
Spécialiste en prospective	152 000 ⁽²⁾	70 304	70 397
Informaticien	90 000 ⁽²⁾	43 792	41 514
Spécialiste de l'environnement	0 ⁽³⁾	0	0
Spécialiste études institutionnelles	0 ⁽³⁾	0	0
Expert en SIG	0 ⁽³⁾	0	0
Spécialiste de l'environnement	0 ⁽¹⁾	0	0
Fonctionnaire administration/finances	101 000 ⁽²⁾	49 536	53 762
Total partiel	555 000	204 024	165 672
Consultants			
Études systémiques et prospectives:			
Analyse prospective des régions côtières méditerranéennes	20 000	0	24 385
Élaboration et publication de 2 fascicules	30 000	3 739	32 658
Analyse systémique et prospective au titre du Programme d'aménagement côtier	60 000	23 279	26 020
Appui à la CMDD:			
Politiques de demande en eau et d'utilisation des sols dans les bassins versants de la Méditerranée	40 000	10 896	49 525
Appui à la CMDD concernant les indicateurs pour le développement durable	20 000	0	11 079
Appui aux activités de la CMDD sur le thème «tourisme durable»	25 000	12 015	2 784
Appui aux activités de la CMDD sur le thème «développement urbain/rural»	25 000	2 039	28 048
Appui aux activités de la CMDD sur le thème «libre-échange et développement durable»	30 000	5 956	105 188
Observatoire méditerranéen pour l'environnement et le développement:			
Amélioration, actualisation et diffusion des données socio-économiques et environnementales	40 000	12 069	31 056
Études institutionnelles / Profils de pays	30 000	71	22 360
Assistance à la création d'observatoires nationaux	50 000	2 931	63 683

	Budget 1998-1999 tel qu'approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
Divers	0	188	
Total partiel	370 000	73 183	396 786
Appui administratif			
Secrétaire (hors classe)	92 000	45 360	44 383
Secrétaire bilingue	92 000	32 319	40 204
Secrétaire	0 ⁽³⁾	0	0
Documentaliste	0 ⁽³⁾	0	0
Assistance temporaire	40 000	0	33 515
Total appui administratif	224 000	77 679	118 102
Voyages en mission	60 000	38 781	45 407
Total Composante	1 209 000	393 667	725 967
Formation en groupe			
Études systémiques et prospectives:			
Atelier sur les outils prospectifs au niveau du littoral	10 000	0	
Appui à la CMDD:			
Groupe de travail sur les indicateurs pour le développement durable	10 000	10 084	
Atelier sur les indicateurs pour le développement durable	30 000	0	35 968
Atelier et groupe de travail sur le tourisme durable	15 000	19 617	
Groupe de travail sur le développement urbain /rural	5 000	0	
Total Composante	70 000	29 701	35 968
Composante «Divers»			
Élaboration, mise en forme et publication de rapports	10 000	4 044	5 163
Divers: affranchissements postaux, téléphone	80 000	22 076	40 000
Autres	0	7 676	
Total composante	90 000	33 796	45 162
Total général	1 369 000	457 164	807 098

- 1) Détaché par le gouvernement français
- 2) Complément au traitement versé par le gouvernement français
- 3) Rémunéré au titre de projets financés par l'UE (Observatoire et Indicateurs)

Résumé du budget	Coût en \$ E.U.
	457 164
Coût 1999	807 098
Coût direct total	1 264 262
Coûts d'appui au programme	137 882
Coût total du projet	1 402 144

CENTRE D'ACTIVITÉS RÉGIONALES:

3. CAR/PAP:

Projet: Appui au Centre d'activités régionales du Programme d'actions prioritaires (CAR/PAP), Split, Croatie

Numéro du projet: ME/XM/1100-98-10

	Budget 1998-1999 tel qu'approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
COMPOSANTE «PERSONNEL» DU PROJET			
<u>Personnel d'encadrement</u>			
Directeur	93 000	47 084	49 422
Directeur adjoint	69 000	35 065	36 971
Total partiel	162 000	82 149	86 393
<u>Consultants</u>			
Assistance aux pays pour l'élaboration de politiques et stratégies de planification et de gestion durable du littoral	20 000	14 813	20 848
Réunion d'experts chargée de réviser et d'adopter des lignes directrices pour l'application pratique de la GIZC	15 000	7 436	-
Élaboration de lignes directrices pour l'application pratique de l'évaluation environnementale stratégique	34 000	11 109	21 128
Lignes directrices pour l'élaboration d'une législation nationale relative à la gestion des zones côtières	30 000	19 241	4 380
Guide de bonne pratique pour la planification et la gestion du littoral	30 000	10 000	41 548
Élaboration de lignes directrices pour la gestion des ressources en eau en Méditerranée	36 000	19 330	8 254
Appui aux activités de la CMDD sur le thème «gestion de la demande en eau» dans les zones urbaines	20 000	10 197	4 000
Assistance aux pays dits en développement pour l'acquisition d'équipements dans le domaine de l'érosion des sols, avec la tenue d'une réunion d'experts	45 000	19 028	29 444
Consultants pour l'exécution des PAC	266 079	49 324	173 687
Assistance aux pays pour l'élaboration de stratégies de tourisme durable reposant sur l'évaluation de la capacité d'accueil (ECA)	25 000	12 265	12 841
Ajustements années précédentes – consultants	-	-	(8 875)
Total partiel	521 079	172 743	307 256
<u>Appui administratif</u>			
Assistante (hors classe) aux projets/traductrice	49 000	25 003	26 864
Assistante aux projets/traductrice	47 000	24 030	25 978
Assistante aux projets/traductrice	47 000	24 053	25 366
Assistante aux projets/traductrice	47 000	24 053	25 447
Assistante administrative	47 000	23 992	25 564
Commis aux finances	47 000	-	-
Assistance temporaire	26 000	12 257	14 966
Total partiel	310 000	133 388	144 185

	Budget 1998-1999 tel qu'approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
Voyages en mission	58 000	27 278	39 739
Total Composante	1 051 079	415 558	577 571
COMPOSANTE «FORMATION»			
<u>Formation</u>			
Cours de formation nationaux à la GIZC	15 000	11 000	8 717
Cours de formation national à l'application d'une approche écologiquement rationnelle des activités touristiques en recourant à l'ECA	20 000	-	9 841
Réunion consultative relative à l'exécution des PAC	35 000	17 740	21 500
Atelier chargé de réviser et adopter les lignes directrices GIZC	30 000	-	50 810
Atelier chargé de réviser et adopter les lignes directrices pour la gestion des ressources en eau urbaines en Méditerranée	30 000	-	36 758
Ajustements années précédentes	-	(1 365)	-
Total Composante	130 000	27 375	127 626
COMPOSANTE «MATÉRIEL»			
Matériel consommable	12 000	5 960	8 520
<u>Matériel durable</u>			
Matériel informatique	14 000	6 876	8 838
Matériel de bureau	6 000	2 453	2 722
Total partiel	20 000	9 329	11 561
Total Composante	32 000	15 289	20 081
COMPOSANTE «DIVERS»			
Emploi et entretien du matériel	10 000	5 428	5 594
Coûts de l'établissement des rapports	44 000	19 570	27 036
<u>Divers</u>		-	-
Communications	64 000	33 654	30 417
Autres	12 000	10 261	10 949
Frais de banque		-	4 230
Ajustements aux années précédentes		(5 835)	-
Total partiel	76 000	38 080	45 597
Total Composante	130 000	63 078	78 227
TOTAL GÉNÉRAL	1 343 079	521 300	803 505

Résumé du budget	Coût en \$ E.U.
Coût 1998	521 300
Coût 1999	803 504
Coût direct total	1 324 804
Coûts d'appui au programme	121 124
Coût total du projet	1 445 928

CENTRES D'ACTIVITÉS RÉGIONALES:

4. CAR/ASP:

Projet: Appui au Centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées (CAR/ASP), Tunis, Tunisie

Numéro du projet: ME/XM/1100-98-04

	Budget 1998-1999 tel qu'approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
Composante «Personnel» du projet			
Personnel du projet			
Directeur	66 000	33 000	33 000
Expert	33 000	2 654	9 748
Expert	125 000	62 073	61 675
Documentaliste	88 000	44 000	44 000
Ajustements années précédentes	-	5 500	13
Total	312 000	147 227	148 436
Consultants			
Assistance aux pays dans l'instauration et l'application effective de leur législation en matière de conservation des sites et des espèces	10 000	4 600	13 000
Mise en œuvre des plans d'action pour la conservation des tortues marines, des cétacés et du phoque moine de Méditerranée	15 000	3 342	2 547
Assistance aux pays pour la création et la gestion d'ASP	20 000	6 751	20 953
Assistance à l'exécution des PAC	10 000	-	-
Assistance aux pays dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales de conservation de la biodiversité	20 000	17 364	2 303
Collecte de données et assistance aux pays pour l'établissement d'inventaires des espèces et des sites	35 000	8 325	4 615
Production d'un matériel spécifique de sensibilisation et d'information du public (exposition mobile) sur la valeur et la conservation de la diversité biologique	10 000	-	6 001
Élaboration d'un plan d'action pour la conservation de la végétation marine	20 000	-	-
Ajustements années précédentes	-	(5 945)	62
Total partiel	140.000	34.436	49.481
Appui administratif	-		
Assistante administrative	28 000	11 708	11 339
Secrétaire bilingue	24 000	7 043	10 327
Chauffeur	13 000	5 700	6 334
Assistance temporaire	19 000	7 611	10 762
Ajustements années antérieures	-	45	(74)
Total partiel	84 000	32 108	38 688
Voyages en mission	50 000	22 290	28 141
Ajustement années précédentes	-	(2)	(181)

	Budget 1998-1999 tel qu'approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
Total Composante	586 000	236 059	264 565
Composante «contrats de sous-traitance»			
Contrats de sous-traitance			
Assistance aux pays pour l'instauration et l'application effective de leur législation nationale en matière de conservation des espèces et des sites	10 000	1 000	9 062
Mise en œuvre des plans d'action pour la conservation des tortues marines et des cétacés, et pour la gestion du phoque moine de Méditerranée	15 000	-	40 835
Assistance aux pays pour la création et la gestion d'ASP	20 000	6 086	22 086
Assistance à l'exécution des PAC	10 000	-	20 000
Assistance aux pays pour l'élaboration et l'application effective de stratégies nationales de conservation de la biodiversité	20 000	4 821	44 341
Collecte de données et assistance aux pays pour l'établissement d'inventaires des espèces et des sites	35 000	-	64 775
Production d'un matériel spécifique de sensibilisation et d'information du public sur la valeur et la conservation de la diversité biologique	30 000	-	35 000
Ajustement années précédentes	-	(3 955)	(570)
Total Composante	140 000	7 952	235 528
Composante «formation»			
Ajustements années précédentes	-	(841)	
Formation en groupe	-		
Session de formation aux aspects techniques de la conservation du patrimoine naturel commun	70 000	15 268	59 637
Formation	-	-	19.423
Ajustement années précédentes	-	(1 052)	(595)
Total	70 000	13 376	78 465
Réunions/conférences			
Réunion d'experts chargée d'évaluer les 3 plans d'action pour la conservation d'espèces dans le cadre du PAM	40 000	38 237	-
Réunion d'experts chargée d'élaborer le plan d'action pour la conservation de la végétation marine	25 000	-	
Réunion des points focaux nationaux pour les ASP	40 000	-	28 482
Réunion sur les espèces menacées en Méditerranée	10 000	-	11 201
Ajustement années précédentes	-	-	(1 556)

	Budget 1998- 1999 tel qu'approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
Total	115.000	38.237	38.126
Component Total	185.000	51.613	116.591
Composante «matériel et locaux»			
Matériel consommable	10 000	5 002	6 349
Ajustement années précédentes	-	(8)	(180)
Total partiel	10 000	4 994	6 169
Matériel durable	16 000	8 126	9 364
Ajustement années précédentes	-	(39)	(216)
Total partiel	16 000	8 087	9 148
Total Composante	26 000	13 081	15 317
Composante «Divers»	-		
Utilisation et entretien du matériel	12 000	5 899	4 081
Ajustement années précédentes	-	(0)	(39)
Total partiel	12 000	5 899	4 042
Coûts d'établissement des rapports	28 000	10 460	14 634
Ajustement années précédentes	-	(1)	(639)
Total partiel	28 000	10 459	13 995
Divers	-		
Communications (affranchissements, tlx, tel.)	32 000	15 928	12 870
Autres	10 000	5 686	3 900
Ajustement années précédentes	-	(16)	(948)
Total partiel	42 000	21 599	15 821
Totale composante	82 000	37 956	33 858
TOTAL GÉNÉRAL	1 019 000	346 660	665 860

Résumé du budget	Coût en \$ E.U.
Coût 1998	346 660
Coût 1999	665 860
Coût direct total	1 012 520
Coûts d'appui au programme	95 877
Coût total du projet	1 108 397

CENTRES D'ACTIVITÉS RÉGIONALES:

5. CAR/TDE:

Projet: Appui au Centre d'activités régionales pour la télédétection de l'environnement (CAR/TDE), Palerme, Italie

Numéro du projet: ME/XM/1100-98-06

	Budget 1998-1999 tel qu'approuvé par les PC	Dépenses 1998	Dépenses 1999
COMPOSANTE «PERSONNEL» DU PROJET			
Consultants			
Expert en applications de la télédétection (évaluation des nappes d'hydrocarbures, des ressources en sol)	24 000	6 400	12 090
Assistance à des experts locaux dans l'élaboration d'études nationales et locales	3 000	3 000	0
Expert en langage html, conception et réalisation de site web	0	5 000	0
Total	27 000	14 400	12 090
Voyages en mission	20 000	8 800	15 205
Total Composante	47 000	23 200	27 295
COMPOSANTE «CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE»			
Experts en applications de la TD pour les profils et analyses de pays dans les PAC	3 000	3 000	
Experts nationaux de Centres de télédétection pour l'établissement de documents et d'inventaires sur les applications de la télédétection à utiliser à l'occasion de réunions avec des aménageurs et décideurs de leurs pays	9 000	1 900	8 270
Total Composante	12 000	4 900	8 270
COMPOSANTE «MATÉRIEL»			
Acquisition de données satellitaires	9 000	0	0
Total Composante	9 000	0	0
COMPOSANTE «DIVERS»			
Achat d'un site web	0	3 200	0
Coûts de l'établissement des rapports	7 000	3 200	4 894
Total Composante	7 000	6 400	4 894
Total général	75 000	34 500	40 459

Résumé du budget	Coût en \$ E.U.
Coût 1998	34 500
Coût 1999	40 459
Coût direct total	74 959
Coûts d'appui au programme	5 850
Coût total du projet	80 809